



**Co-operation Group to Combat Drug Abuse
and illicit trafficking in Drugs**

P-PG/Med (2017) 13

**Réseau méditerranéen MedNET de
coopération sur les drogues et les addictions**

Rapport d'activités MedNET 2017 MedNET Activity Report 2017

**MedNET – Mediterranean network for
co-operation on drugs and addictions**

FRANÇAIS

TABLE DES MATIÈRES

Préface	4
Introduction : le réseau MedNET	5
1. Activités par pays	6
2. Comité MedSPAD	14
3. Conférence de Lisbonne sur les addictions	14
4. Activités régionales : participation aux activités du Groupe Pompidou.....	15
5. MedNET et la dimension de genre des politiques drogues.....	17
6. MedNET et la politique de voisinage du Conseil de l'Europe.....	18
7. MedNET et les autres organisations internationales.....	19
8. Rôle du Secrétariat de MedNET dans l'administration et la coordination du réseau.....	20
9. Etat des dépenses du réseau MedNET 2017.....	21
10. Politique de communication.....	24

Annexes

Annexe I : Programme d'activités de MedNET mis en œuvre en 2017	46
Annexe II : Liste des documents MedNET pour 2017.....	54
Annexe III : Liste des Correspondants du réseau MedNET en 2017	56

Préface

C'est avec un grand plaisir que je vous présente l'édition 2017 du rapport d'activité MedNET. Une première importante pour moi. Ce rapport reflète la volonté des Etats membres, sans cesse renouvelée depuis la création du réseau en 2006, d'échanger et de coopérer sur la thématique complexe des conduites addictives.

L'année 2017 a été marquée par l'arrivée d'un nouvel Etat membre: la Croatie. Nous lui souhaitons la bienvenue et sommes certains que nos échanges seront encore plus riches grâce à la participation active des experts de ce pays à nos réunions. Cet élargissement témoigne aussi du succès du « modèle MedNET » qui favorise un partage fructueux d'expériences. C'est ainsi que chaque pays peut apprendre des autres afin d'élaborer ses propres réponses, adaptées au contexte.

Nous pouvons nous féliciter des avancées qui ont été réalisées en termes de politiques de prévention et de soin. Plus particulièrement, le réseau a continué d'encourager le développement d'observatoires nationaux et a soutenu de nombreux séminaires et formations destinés aux professionnels de santé, ainsi que les diplômes d'addictologie. Il a également permis aux pays de mieux appréhender les défis émergents comme par exemple, les addictions aux jeux.

Le rapport de cette année attire également l'attention sur les efforts portés pour s'adresser aux populations vulnérables.

En 2017, le réseau MedNET, tout comme le groupe Pompidou, a travaillé sur la prise en compte de la dimension du genre dans la définition des politiques publiques, afin de garantir un meilleur accès des femmes aux soins et une meilleure prise en compte de leurs besoins et spécificités.

Je souhaite donc saluer le travail accompli par l'ensemble des pays et remercier chaque représentant membre du réseau pour sa précieuse contribution, mais également tous les partenaires externes. Je voudrais en outre féliciter le secrétariat du Groupe Pompidou pour l'excellent travail fourni dans la mise en œuvre de ce programme de travail ambitieux.

MedNet est un outil précieux car il promeut un transfert de connaissances adapté à chaque pays et favorise la coopération entre les deux rives de la Méditerranée, dans le respect de la dignité de la personne et des droits de l'Homme. Ce rapport montre la qualité du travail effectué et nous incite à avancer encore, ensemble, sur des objectifs communs, l'année prochaine.

Nicolas Prisse

Président de la Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues et les Conduites Addictives

Introduction : le réseau MedNET

Groupe Pompidou

Le Groupe Pompidou est un forum multidisciplinaire à l'échelle de la Grande Europe et au-delà qui permet aux responsables politiques, aux professionnels et aux chercheurs d'échanger expériences et informations sur l'abus et le trafic de drogues. Créé en 1971 à l'initiative du Président français Georges Pompidou, il est devenu dès 1980 un « accord partiel élargi » du Conseil de l'Europe. En 2017, il rassemble 39 pays : 36 parmi les 47 États membres du Conseil de l'Europe ainsi que le Mexique, le Maroc, Israël, et la Commission européenne.

MedNET

MedNET est le réseau méditerranéen de coopération sur les drogues et les addictions au sein du Groupe Pompidou. Créé en 2006, il a pour objectif de promouvoir la coopération, l'échange et le transfert réciproque d'informations entre les pays des deux rives du Bassin méditerranéen. Il soutient l'établissement de politiques drogues fondées sur le respect de la santé et des droits de l'homme et prend en considération les questions d'égalité de genre, et ce en s'appuyant sur les connaissances rassemblées par des observatoires nationaux. En 2017, quinze pays faisaient partie de ce réseau.

Méthode de travail de MedNET : des activités qui répondent à la demande des pays

Quinze pays (Algérie, Croatie, Chypre, Égypte, France, Grèce, Italie, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Palestine*, Portugal, Turquie et Tunisie), avec un Correspondant par pays, se réunissent deux fois par an.

À la réunion de printemps, le Comité des Correspondants MedNET passe en revue la mise en œuvre du programme lors du premier semestre de l'année considérée. Le programme peut alors être ajusté en fonction de l'actualité et des priorités qui se font jour dans les différents pays.

Le réseau se caractérise par une souplesse de fonctionnement qui lui permet de répondre rapidement aux nouvelles demandes.

Au cours de la réunion d'automne, le comité adopte le rapport d'activités de l'année en cours et le programme de l'année suivante en fonction des propositions d'activités faites par chaque pays et des activités régionales. Le programme est adopté par consensus sur la base du budget disponible pour l'année, qui se compose de contributions volontaires, de fonds provenant du Programme Sud II, qui est financé par l'UE et mis en œuvre par le Conseil de l'Europe (2015-2017) en faveur d'une gouvernance démocratique renforcée, et de financements additionnels (contribution de la Norvège pour 2016-2017 destinée au Maroc et à la Tunisie, dans le cadre de la politique de voisinage du Conseil de l'Europe).

Le Secrétariat de MedNET, au sein du Groupe Pompidou, est chargé d'administrer et de coordonner la mise en œuvre du programme de travail. Il tient les Correspondants permanents du Groupe Pompidou régulièrement informés des activités du réseau MedNET.

* Cette dénomination ne saurait être interprétée comme une reconnaissance d'un État de Palestine et elle ne préjuge en rien de la position de chaque État membre du Conseil de l'Europe sur cette question.

1. Activités par pays

1.1. Algérie

Séminaire sur les femmes et les drogues, 8 mars 2017

En organisant le 8 mars un premier séminaire en Algérie sur les femmes et les drogues, le Groupe Pompidou a contribué à la Journée internationale de la femme.

À l'initiative de l'Office national algérien de lutte contre la drogue et la toxicomanie, et en coopération avec celui-ci, le Groupe Pompidou a organisé à Alger le premier séminaire sur les femmes et les drogues. Quatre-vingts représentants provenant du ministère de la Justice, du ministère de la Santé, de l'administration pénitentiaire, de la police, de la gendarmerie et de la société civile y ont participé ainsi que des experts venus d'Égypte et de Grèce.

Dans le prolongement de ce premier séminaire, un comité permanent sur les femmes et les drogues sera créé en Algérie.

Séminaire sur le soutien au personnel des centres de traitement de substitution aux opiacés

Un séminaire consacré au soutien au personnel des centres de traitement de substitution aux opiacés (TSO) s'est tenu les 11 et 12 avril, avec la participation de trois experts, venus respectivement du Maroc, du Liban et de Suisse. Il s'inscrivait dans le prolongement de séminaires sur l'introduction du traitement de substitution aux opiacés en Algérie en 2015 et 2016 et de visites d'étude en Belgique, en France, au Maroc et au Liban.

Le ministère de la Santé s'emploie encore actuellement à obtenir de la méthadone pour la mise en place de la phase pilote du TSO.

Atelier de MedNET sur les outils de prévention, 23-25 mai 2017, Alger

Cet atelier a eu lieu à l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie, à Alger. Sous la direction d'experts venus du Liban et du Maroc, des ONG algériennes et des professionnels des services médicaux et sociaux ont fait part de leur expérience et de leur expertise dans ce domaine.

1.2. Chypre

Du 11 au 13 septembre 2017, le Conseil chypriote de lutte antidrogue a organisé, pour une délégation égyptienne de quatre personnes, une formation sur les normes européennes de qualité en matière de prévention des drogues. Cette visite d'étude a été proposée par Chypre dans le cadre du programme de travail 2017 du réseau MedNET du Groupe Pompidou. Les représentants de l'Égypte auprès de MedNET ont répondu à cette proposition en désignant une délégation de quatre experts.

Grâce à la bonne coopération entre MedNET et divers organismes équivalents, et au soutien efficace de Chypre, membre actif du réseau, la formation sera dispensée par l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT). TAIEX, l'instrument d'assistance technique et d'échange d'informations de la Commission européenne, finance la participation de trois experts et MedNET celle d'un expert.

1.3. Croatie

Le 27 juin 2017, la Croatie a rejoint le réseau MedNET. La Croatie a participé en 1999, à Malte, à la première conférence du Groupe Pompidou intitulée « Coopération sur l'usage de drogues : mise en place de réseaux dans la région méditerranéenne » ; ces dernières années, elle s'est très activement employée à promouvoir et à faciliter la coopération et le dialogue en matière de politiques drogues en Europe du Sud-Est.

L'Office croate de lutte contre l'abus de stupéfiants estime que l'adhésion de la Croatie au réseau MedNET pourrait avoir pour avantage de permettre aux deux mécanismes régionaux de coopération de se rapprocher.

1.4. Égypte

Mise en place et développement de l'Observatoire national des drogues

Après une phase pilote en 2015, le Secrétariat général de la santé mentale et du traitement des addictions (GSMHAT) a achevé le projet et dispose à présent d'un Observatoire national des drogues pleinement opérationnel, qui, depuis le 1^{er} juillet 2017, collecte et analyse les données relatives aux traitements et aux soins émanant de 15 hôpitaux égyptiens.

Mise en place de services de soin pour les adolescents toxicomanes

Le projet a démarré en 2015 : il comprenait notamment une revue des programmes relatifs aux services d'addictologie destinés aux adolescents du monde entier et une visite d'étude en Irlande. Celle-ci a contribué à développer les capacités de l'équipe thérapeutique responsable des services d'addictologie dans les unités pour adolescents récemment créées en Égypte.

Un formulaire d'évaluation en ligne des patients a été élaboré en 2017 afin de permettre l'analyse des données. Le rapport définitif était prêt en août 2017.

Mise en place de services spécialisés pour les femmes enceintes consommatrices de drogues

Ce projet de recherche est exécuté en différentes phases :

- Une étude documentaire des programmes disponibles dans le monde et une visite d'étude ont été effectuées à Malte en septembre 2016.
- Le projet en était à la phase de conception du modèle de service.

Mise en place de services de traitement des addictions pour les patients séropositifs

- Ce projet a démarré en octobre 2016 par la revue des programmes disponibles. Une visite d'information a notamment eu lieu à Madrid du 27 février au 3 mars 2017.
- Le projet en était à la phase de conception du modèle de service.

Rapport final sur le Conseil de formation, d'accréditation et de certification des conseillers en toxicomanie - Phase II

Le rapport final a été publié.

- Le projet en était à la phase de conception du modèle de service.

Mise en place de services d'addictologie pour les patients séropositifs (octobre 2016-septembre 2017)

- Ce projet a démarré en octobre 2016 par l'examen des programmes disponibles. Une visite d'information a notamment eu lieu à Madrid du 27 février au 3 mars 2017.
- Le projet en était à la phase de conception du modèle de service.

Enquête nationale MedSPAD

Cette première enquête nationale MedSPAD portait sur les données provenant de trois «governorates», chacun représentant une région géographique de l'Égypte, 61 écoles du Caire (la capitale), 34 écoles de Menoufia (pour la Basse-Égypte/le Delta du Nil) et 34 écoles d'Assiout (pour la Haute-Égypte).

- Au Caire, la population cible est de 6 147 élèves.
- À Menoufia, elle est de 3 424 élèves.
- Et à Assiout, 3 429 élèves.

Le rapport final a été soumis en août 2017 et publié en novembre 2017.

Rapport final sur le Conseil de formation, d'accréditation et de certification des conseillers en toxicomanie - Phase II

Soumis au Secrétariat de MedNET pour publication en mai 2017, ce rapport est actuellement disponible sur le site web du Groupe Pompidou.

Mise en place de services spécialisés pour les femmes consommatrices de drogues en Égypte

Le rapport final sur les services adaptés aux besoins des femmes toxicomanes en Égypte compte parmi les documents accessibles dans la section MedNET du site web du Groupe Pompidou.

Établi sous l'égide de MedNET, ce rapport a par ailleurs contribué aux activités menées en matière de genre par le Groupe Pompidou, qui promeut la prise en compte de la dimension de genre dans les politiques drogues.

Depuis 2013, ce projet a permis de créer des services culturellement acceptables pour les soins aux femmes, dont l'impact sur les services publics de santé mentale a été réel, ce qui a entraîné la création d'un grand nombre de services similaires. Ce projet a permis de sensibiliser des professionnels aux besoins spécifiques des femmes.

1.5. Liban

Stratégie interministérielle libanaise de lutte contre la consommation de substances 2016-2021

Le 22 décembre 2016, à Beyrouth, le Liban a lancé sa stratégie nationale de lutte contre la consommation de substances, avec le soutien du Groupe Pompidou pour l'élaboration et la mise en œuvre de celle-ci en 2017. Cette stratégie interministérielle fait partie du programme intitulé « Mental Health and Substance Use Prevention,

Promotion and Treatment Strategy for Lebanon 2015-2020 » (stratégie libanaise 2015-2020 de prévention, promotion et traitement en matière de santé mentale et de lutte contre la consommation de substances). Elle a été élaborée par le ministère de la Santé publique en collaboration avec le ministère de l'Éducation et de l'enseignement supérieur, le ministère de l'Intérieur et des municipalités, le ministère de la Justice et le ministère des Affaires sociales, et en consultation avec de nombreux organismes des Nations Unies, avec des ONG locales et internationales, des organisations professionnelles, des institutions académiques, des organisations de soins de santé et des professionnels de la santé.

La stratégie repose sur six piliers : autonomie, dignité, participation, responsabilité et intégrité, autonomisation et qualité. Elle vise avant tout à ce que la population du Liban puisse jouir du meilleur état de santé mentale et de bien-être possible. Respectueuse des droits de l'homme, la stratégie comporte plusieurs missions. Elle vise en particulier à garantir l'accessibilité universelle à des services adaptés au genre et à l'âge des personnes en matière de prévention, de traitement, de réhabilitation, de réduction des risques et d'intégration sociale, et à réduire la disponibilité des substances illicites. Le rapport sur la stratégie est maintenant consultable.

La stratégie nationale de prévention et de traitement de l'abus d'alcool et de substances en était au premier stade de son exécution, stade auquel il fallait définir des critères d'accréditation pour les centres de traitement.

Création d'un observatoire national

L'Observatoire national des drogues et des addictions a presque achevé le rapport sur son plan d'action national pour la mise en œuvre d'un système d'information sur les drogues et les addictions. Le texte a été envoyé aux parties prenantes et à l'ONUDC pour examen externe. Il s'agira de recenser les services existants et d'étudier les outils disponibles pour voir lesquels sont les plus appropriés en l'état actuel des choses.

Amendement de la loi sur les drogues

Le projet de loi, né des efforts menés conjointement par « Skoun » et « Legal Agenda », acteurs de la société civile, a été élaboré il y a plusieurs années grâce au soutien du réseau MedNET, du Groupe Pompidou. Il a pour objectif d'améliorer l'accès aux services de soutien pour les personnes consommatrices de drogues en favorisant les interventions médicales plutôt que la pénalisation et l'incarcération.

Enfin, le Parlement libanais, en collaboration avec le Ministre d'Etat des Droits de l'Homme et avec le soutien de Konrad Adenauer, de la Fondation Stiftung, a tenu sa première session pour débattre du projet d'amendement de la loi sur les drogues, soumis pour ratification. Des représentants de ministères, des députés, des juges, des agences des Nations Unies, des centres de traitement et des officiers des forces de l'ordre y ont participé.

1.6. Maroc

Formation en addictologie

- Casablanca (septembre 2016-juin 2017) 15 étudiants
- Rabat (septembre 2016-juin 2017) 15 étudiants

Les formations en addictologie continuent de préparer des professionnels à traiter la problématique des addictions. Les étudiants MedNET sont tout d'abord désignés par le ministère de la Santé. Une fois diplômés, ils sont détachés du ministère, qui les affecte aux divers centres d'addictologie du pays, et ils contribuent ainsi à couvrir ses besoins en personnel qualifié. Ces formations diplômantes s'inscrivent dans le cadre du plan d'action national du ministère de la Santé sur la lutte contre la consommation de drogues. Elles ont un impact considérable vu l'ampleur des besoins en personnel. En outre, les experts en addictologie qui les ont suivies les premières années où elles ont été dispensées ont lancé des initiatives prometteuses comme l'Association marocaine de psycho-addictologie, qui traite la problématique des doubles pathologies.

Les formations en addictologie se poursuivront pour la période septembre 2017-juin 2018, sans le soutien de MedNET.

Soutien au fonctionnement de l'Observatoire national des drogues et des addictions, deuxième rapport 2016

Après avoir publié un premier rapport, l'Observatoire national marocain des drogues et des addictions (ONDA) publiera son deuxième rapport d'ici fin 2017.

La contribution de MedNET, capitale les premiers temps du fonctionnement de l'ONDA, s'est poursuivie en 2017. Le soutien du réseau a considérablement accru la visibilité de l'ONDA tout en aidant à assurer sa viabilité à long terme. Il a également permis de mettre en place une coopération étendue avec l'OEDT.

MedSPAD III

Après MedSPAD I et II, le Maroc a lancé MedSPAD III ; l'étude a été effectuée du 27 février au 2 mars.

Le rapport sera publié d'ici fin 2017.

L'étude a été financée grâce à la contribution norvégienne aux plans d'action pour le Maroc et la Tunisie, au titre de la politique de voisinage du Conseil de l'Europe.

Atelier sur l'addiction au jeu

Suite à sa première enquête auprès de la population générale sur l'addiction au jeu, le gouvernement marocain devrait ouvrir son premier centre spécialisé dans ce domaine. Comme il est indispensable de former du personnel au préalable, il est prévu que des formations et des stages de perfectionnement professionnel soient dispensés dans d'éminents centres européens de soins de santé.

Les formations et stages en question devraient être proposés dans le cadre d'une collaboration avec l'Italie.

Manuel sur la prévention

La publication de documentation sur la prévention de la toxicomanie, à l'intention des consommateurs et de leur famille ainsi que du personnel du Centre national de prévention de la toxicomanie, la recherche sur les traitements et les addictions, et les centres nationaux d'étude des addictions, seront financés grâce à la contribution norvégienne aux plans d'action pour le Maroc et la Tunisie au titre de la politique de voisinage du Conseil de l'Europe.

1.7. Palestine*

À la 21^e réunion de MedNET, la représentante de la Palestine a exposé la situation régnant dans son pays, où la problématique de la consommation et du trafic de drogues implique souvent aussi bien des ressortissants israéliens, des Palestiniens vivant en Israël que des ressortissants palestiniens, par conséquent des gens qui ne sont pas soumis aux mêmes lois, et différents agents des forces de l'ordre. De nombreux Palestiniens se rendent en Israël pour travailler. Un rapport de 2016, non publié, indique que la Palestine compte 65 000 consommateurs de drogues, la plupart d'entre eux étant pleinement intégrés à la société. Il existe deux établissements publics en fonctionnement. Sur les 110 patients, le centre de traitement par la méthadone compte deux femmes. Un centre national de réinsertion sociale devait être ouvert d'ici fin 2017.

Le programme présenté par la Palestine, dont le budget s'élevait à 1 046 755 €, n'entrait pas dans le cadre des propositions d'activités subventionnées par MedNET. La somme requise était largement supérieure à celle que d'autres États membres avaient demandée et elle dépassait le budget de MedNET.

Il a donc été suggéré à la Palestine de participer aux activités régionales de MedNET et de solliciter un financement pour des visites d'information dans le cadre de son projet actuel, pour un montant similaire à celui que d'autres membres de MedNET ont demandé.

1.8. Tunisie

Comme le cursus de base des médecins généralistes présentait des lacunes en matière d'addictologie, les membres du conseil d'établissement de la faculté de médecine de Tunis avaient recommandé la création d'une formation universitaire diplômante dans ce domaine à partir de l'année universitaire 2013-2014. Les trois autres facultés de médecine de Tunisie ont suivi l'exemple.

Diplôme universitaire en addictologie à l'université de Tunis

Ce diplôme a été financé par MedNET pour la période allant de novembre 2016 à juin 2017. Quatre-vingt-dix candidats ont été sélectionnés pour le prochain semestre, ce qui témoigne de la popularité de ce cursus.

* Cette dénomination ne saurait être interprétée comme une reconnaissance d'un État de Palestine et elle ne préjuge en rien de la position de chaque État membre du Conseil de l'Europe sur cette question.

MedNET ne pourra pas garantir le maintien de son financement pour la période novembre 2017-juin 2018.

Les candidats retenus pour ce cursus sont des médecins de première ligne exerçant dans des centres de soins primaires, dans des structures de médecine scolaire et de médecine universitaire ou en milieu pénitentiaire, des psychiatres et des psychologues cliniciens.

Deux autres ateliers spécialisés ont été organisés pour les étudiants qui suivent ce cursus :

- Le premier, « thérapies cognitivo-comportementales dans l'addiction au cannabis », a eu lieu les 8 et 9 avril 2017 sous la direction du professeur Soumya Berrada (Maroc) ;
- Le second, « réduction du risque », s'est tenu les 26 et 27 avril 2017 sous la direction du Dr Françoise Vanmeerbeek et de M. Kris Meurant (Belgique).

Célébration de la Journée internationale de l'ONU contre l'abus et le trafic de drogues, le 26 juin 2017, mettant l'accent sur les femmes, la violence et les addictions

Séminaire intitulé « Addictions et choix politiques », le 23 septembre 2017

Les représentants de la France, du Liban et du Portugal ainsi que le Secrétaire Exécutif du Groupe Pompidou ont participé à cet événement ouvert par le Ministre de la Santé et sa Secrétaire d'Etat.

Premier congrès national sur l'addictologie qui aura lieu les 14 et 15 décembre 2017 à Tunis

MedSPAD II

L'enquête a été effectuée en octobre 2017. Elle a été financée grâce à la contribution norvégienne aux plans d'action pour le Maroc et la Tunisie au titre de la politique de voisinage du Conseil de l'Europe.

Projet de loi sur les drogues

Un projet de loi sur les drogues (référence 79-2015) a été proposé à l'Assemblée des représentants du peuple par le gouvernement de Habib Essid, le 31 décembre 2015. En prévision des débats parlementaires, le ministère de la Justice, qui a décidé de solliciter un point de vue externe sur ce texte, a demandé l'avis juridique du Groupe Pompidou. Le Groupe en a rendu deux : l'un émanant du ministère français de la Justice et l'autre d'un expert universitaire choisi par le Correspondant permanent de la Suisse auprès du Groupe Pompidou en raison de son expertise dans le domaine considéré.

Ces avis ont été transmis aux ministères tunisiens de la Justice et des Affaires étrangères en avril 2016.

Le 20 avril 2016, le comité parlementaire sur la jeunesse, les femmes et la famille a procédé à un premier examen du projet de loi.

Le projet de loi 79-2015 a été examiné par la commission parlementaire chargée de la législation générale en janvier et février 2017, après avoir été d'abord soumis au ministère de la Justice pour observations. Celui-ci a toutefois présenté un autre projet, que de nombreux acteurs et des représentants de la société civile ont jugé moins avant-gardiste, ce qui a suscité un nouveau débat sur le premier projet à la suite duquel il s'est vite avéré qu'il fallait adopter une approche plus approfondie : fallait-il conserver l'ouverture d'esprit caractérisant le premier texte en matière de soins, de traitement et de respect des droits de l'homme ou en revenir à davantage de répression et à la loi 92.52, moyennant quelques légères modifications ?

Étant donné que depuis février 2017 la commission parlementaire a dû accorder la priorité à d'autres thèmes, le président de la République a proposé un autre projet de loi, la « loi 42-2017 », qui modifie deux articles du texte afin de permettre au juge de prononcer une peine évitant la prison, sous certaines conditions, à un primo-consommateur de drogues.

Cet amendement a été voté et la loi 42-2017 est entrée en vigueur en juin 2017.

1.9 Turquie

Stratégie nationale drogues et coordination en Turquie

Durant la dernière décennie, la Turquie a travaillé pour la réduction de l'offre et de la demande de drogues illicites. Le document de stratégie nationale en matière de lutte contre les drogues a été élaboré sur la base de 12 domaines thématiques, représentant le cadre général de la guerre que mène la Turquie en matière de drogues illicites. Ces thèmes peuvent être listés comme suit : 1) empêcher l'accès aux drogues; 2) prendre des mesures relatives aux institutions éducatives; 3) identifier les groupes cibles; 4) mettre en place des unités de thérapie anti-drogues; renforcer les traitements en matière d'addictions; 6) réintégration sociale; 7) créer des comités consultatifs scientifiques pour des activités anti-drogues; 8) structures de soutien en matière de décisions anti-drogues; 9) législation pour des activités anti-drogues; 10) Coordination et coopération; 11) communication avec le public; et 12) services de diagnostic et de laboratoire. Les politiques et stratégies nationales ont été contrôlées et coordonnées par un comité interministériel formé de ministres de tous les ministères compétents, nommé "Le Haut Conseil de lutte contre les drogues". Les institutions annexes sont "Le Conseil de lutte contre les drogues" et "Le Conseil technique de lutte contre les drogues". Le Conseil de lutte contre les drogues, qui soutient le travail du Haut Conseil, est responsable de la stratégie nationale et de la coordination opérationnelle, et surveille la mise en oeuvre et le contrôle de la stratégie nationale anti-drogues. Le Conseil technique de lutte contre les drogues comprend les experts de tous les ministères compétents qui organisent et coordonnent les installations dans le cadre de leurs propres responsabilités institutionnelles.

Pour les travaux envisagés à réaliser, la Turquie porte une attention particulière au partage des connaissances et des expériences des pays membres de MedNET. Pour cette raison et après avoir rejoint le réseau, la Turquie a participé à presque toutes

les réunions. La Turquie a l'intention d'accroître sa coopération et son expérience en prenant part aux activités dans un futur proche.

1.10 Espagne, pays observateur au sein de MedNET

Suite à la participation de l'Espagne au dixième anniversaire de MedNET, en 2016, la délégation gouvernementale constituée dans le cadre du plan national sur les drogues a organisé une visite d'étude à Madrid, du 27 février au 3 mars 2017, et partagé son expertise en matière de politiques drogues, de traitement des addictions et de réduction des risques avec une équipe d'experts égyptiens du Secrétariat général de la santé mentale et du traitement des addictions auprès du ministère de la Santé.

À la 21^e réunion, la délégation du gouvernement espagnol pour le plan national sur les drogues a adressé une lettre aux membres du réseau MedNET dans laquelle l'Espagne se félicitait de la visite de la délégation égyptienne à Madrid et exprimait sa volonté de poursuivre la coopération avec MedNET et son souhait de redevenir un membre officiel du réseau dans un avenir proche.

2. Comité MedSPAD

Le Comité MedSPAD a tenu deux réunions en 2017.

La septième réunion, qui a eu lieu à Paris le 7 février, visait à travailler à l'élaboration d'un rapport régional sur la consommation de substances par les jeunes dans la région méditerranéenne.

La huitième a eu lieu à Lisbonne le 23 octobre, au Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe.

Le Comité a discuté du rapport sur la prévalence de la consommation d'alcool, de tabac et de drogues chez les adolescents dans la région méditerranéenne «Un premier regard sur la situation dans la région méditerranéenne par rapport à la prévalence de la consommation d'alcool, de tabac et de drogues chez les adolescents».

Dans ce second rapport, douze pays fournissent des estimations de prévalence et les intervalles de confiance respectifs pour la consommation d'alcool, de tabac, de cannabis et de médicaments avec et sans prescription médicale. Six de ces pays, c'est-à-dire Chypre, la Grèce, la France, l'Italie, Malte et le Portugal bordent la côte nord de la Méditerranée tandis que les six autres pays, c'est-à-dire l'Algérie, l'Égypte, Israël, le Liban, le Maroc et la Tunisie bordent la côte sud de la Méditerranée.

La rédaction de ce rapport a bénéficié de l'expertise du coordinateur ESPAD.

Le Comité MedSPAD a présenté ce rapport à la conférence de Lisbonne sur les addictions, le 24 octobre.

3. Conférence de Lisbonne sur les addictions

La Direction générale portugaise d'intervention en matière de comportements et dépendances toxicologiques (SICAD) a estimé que la conférence de Lisbonne sur les addictions (23-26 octobre 2017) offrait au réseau MedNET et au Comité MedSPAD la possibilité de présenter leurs travaux.

Le Comité scientifique de la conférence a accepté la demande d'organisation d'une table ronde MedSPAD qu'avait déposée le coordonnateur MedSPAD au nom du Comité.

La SICAD a offert les frais d'inscription à la conférence à 13 représentants de MedNET (le Comité MedSPAD), répartis comme suit : un représentant par État membre, le chef de l'Unité Coopération en région Méditerranée du Groupe Pompidou et deux autres membres du Secrétariat du Groupe Pompidou, qui tiendront le stand du Groupe.

4. Activités régionales : participation aux activités du Groupe Pompidou

Les pays membres de MedNET ont participé aux activités régionales ci-après du Groupe Pompidou, sans financement de la part de MedNET.

4.1 Dans le domaine de la réduction de l'offre

4.1.1 Réunion annuelle du Groupe de concertation des services de contrôle antidrogue des aéroports européens et de l'aviation générale (Groupe Aéroport), Strasbourg 6-8 juin 2017

Trois pays MedNET ont pris part à la réunion annuelle (Algérie, Jordanie et Tunisie). L'Égypte a annulé sa venue.

Le représentant de la douane algérienne a fait un exposé sur la collecte d'informations et la lutte contre le trafic aérien de stupéfiants en Algérie, et le représentant de la douane tunisienne sur le transfert de fonds par carte de crédit.

La participation des pays MedNET aux travaux du Groupe Aéroport permet d'étendre le champ d'action du Groupe et d'améliorer la coopération régionale en matière de lutte contre le trafic aérien de stupéfiants.

4.1.2 Réunion sur l'aviation générale, Madrid, 26-28 avril 2017

L'Algérie, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie ont pris part aux travaux du Groupe Pompidou sur l'aviation générale qui se sont déroulés à Madrid les 26 et 27 avril 2017. Consacrée à la menace liée à l'aviation générale, cette activité a réuni plus d'une centaine de personnes provenant de dix organisations internationales et de 35 pays d'Europe, d'Amérique du Nord et du Sud, d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie.

4.1.3 Réseau Précurseurs, Strasbourg, 23-24 novembre 2017

Les pays MedNET sont invités à y prendre part.

4.2 Dans le domaine de la réduction de la demande

4.2.1 MedNET et les directives sur les traitements de substitution

Ce groupe de spécialistes de la santé et du droit est chargé d'identifier et d'explicitier les critères d'un usage approprié des médicaments agonistes dans

le traitement de la dépendance aux opioïdes, dans le respect des normes éthiques, des dispositions du droit international, des connaissances scientifiques et des meilleures pratiques médicales.

Le groupe comprend des experts des pays suivants : Algérie, Belgique, France, Grèce, Liban, Lituanie, Maroc, Portugal, Slovénie, Suisse, Tunisie et Turquie ainsi que des représentants de l'OEDT et de l'OMS. Un comité scientifique rassemble en outre des experts du Canada, d'Israël, d'Italie, de Pologne, d'Espagne et du Royaume-Uni.

Après avoir soumis à la consultation publique en 2016 un projet de « principes directeurs » destinés à guider les pays lors de l'élaboration ou de la révision du cadre législatif et administratif entourant la prescription de médicaments agonistes pour le traitement de la dépendance aux opioïdes, le groupe finalise actuellement le rapport sur ces « principes directeurs ».

4.2.2 Training Executive : défis posés par les NSP dans les stratégies de réduction de la demande

Le séminaire du premier module de la formation 2017 du Groupe Pompidou, qui s'est tenu en Israël, du 28 au 30 mars 2017, a mis en présence 35 participants de 25 pays différents. Les gestionnaires de politiques drogues des pays participants ont analysé les spécificités du phénomène que constituent les nouvelles substances psychoactives (NSP) en mettant l'accent sur les offres de prévention et de traitement disponibles en Israël. Les visites d'études consacrées à des projets ayant fait leur preuve ont donné lieu à des transferts de savoir-faire et des partages d'expériences dans les domaines de la prévention de la toxicomanie, du dépistage précoce et du traitement. Le séminaire a fourni des exemples de réponses souples et pragmatiques aux problèmes liés aux NSP. Ce module a été coorganisé avec l'autorité israélienne de lutte contre les drogues (*Israël Anti-Drug Authority, IADA*). Après trois journées bien remplies en Israël, les participants sont convenus à l'unanimité que les activités effectuées les avaient beaucoup encouragés à adopter des approches axées sur les résultats et privilégiant le bien-être du patient.

Lors du séminaire du second module, du 30 mai au 2 juin, à Alicante, en Espagne, les participants ont continué d'examiner les mesures et les concepts existants ainsi que leur applicabilité aux NSP. Ils ont également eu l'occasion de réfléchir ensemble afin d'identifier quelles approches existantes en matière de réduction de la demande et des risques peuvent être appliquées aux NSP, et comment ces approches peuvent être concrètement mises en œuvre dans un contexte national. Un représentant du Maroc a participé au séminaire du second module.

4.2.3 12^{ème} réunion EXASS Net « Les réfugiés et les drogues : estimation des besoins, pratiques en matière de soutien, prévention des risques », Athènes, 30 octobre – 1er novembre 2017

Des représentants d'Algérie, de Croatie, de Jordanie, du Liban, du Maroc et de Turquie ont participé à cette réunion.

5. MedNET et la dimension de genre des politiques drogues

Dans le cadre du programme de travail du Groupe Pompidou sur la prise en compte de la dimension de genre dans les politiques drogues, les pays MedNET sont invités à prendre part aux activités correspondantes.

À ce propos, neuf pays MedNET ont contribué à la publication de 2015 sur la dimension de genre dans l'utilisation non médicale de médicaments délivrés sur ordonnance en Europe et dans les pays du pourtour méditerranéen (Chypre, Égypte, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc et Tunisie).

Les pays MedNET ont également assisté au séminaire sur les femmes, les drogues et la violence, qui a eu lieu à Rome les 10 et 11 décembre 2015 et qui s'appuyait sur les résultats de la consultation de professionnels traitant des femmes toxicomanes victimes de violences.

En 2016, toujours à l'initiative de l'Italie, le Groupe Pompidou a poursuivi ses travaux sur la dimension de genre dans le contexte de la violence, des femmes et des drogues, en se concentrant sur les drogues du viol. Les pays MedNET avaient été invités à prendre part à cette activité.

Les 26 et 27 juin 2017, le Groupe Pompidou a organisé, en collaboration avec le Département italien des politiques antidrogue (*Dipartimento politica antidroga*), un séminaire intitulé « Femmes et drogues : de la politique aux bonnes pratiques », à l'occasion de la Journée internationale contre l'abus et le trafic de drogues.

L'importance de tenir intégralement compte de la dimension de genre dans les politiques et les programmes liés à la drogue est inscrite dans le document final de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies de 2016 sur le problème mondial de la drogue, et dans la résolution CND 59/5 sur l'intégration de la perspective de genre dans les politiques et les programmes liés aux drogues.

Mme Maria Elena Boschi, Sous-secrétaire d'État à la présidence du Conseil des ministres, et Mme Gabriella Battaini-Dragoni, Secrétaire générale adjointe du Conseil de l'Europe, ont ouvert le séminaire. Cette dernière a souligné dans un message vidéo que « les voix des femmes qui consomment des drogues et qui sont en même temps confrontées à la violence sont parmi les moins entendues dans nos sociétés » et que leurs intérêts et droits « sont le plus souvent ignorés ».

Sa déclaration a reçu le soutien des responsables politiques, des chercheurs et des médecins qui ont présenté les bonnes pratiques en matière de recherche sur la toxicomanie, de prévention, de prise en charge et de traitement, et de délits liés à la drogue, le but ultime étant l'intégration de la dimension de genre dans les politiques drogues. À cette fin, l'Italie, l'Espagne et la Suède ont exposé de quelle manière la dimension de genre est introduite dans leurs stratégies nationales de lutte contre la drogue.

La problématique des femmes en prison a été examinée pour la première fois à ce séminaire. Elle tient compte du fait que la population globale carcérale féminine a augmenté de 50 % au cours des quinze dernières années alors que la population carcérale générale n'a augmenté que de 20 %, les délits liés à la drogue étant la principale cause de cette hausse.

Ont assisté à ce séminaire 25 pays, dont des pays Europe, notamment les Pays-Bas et l'Espagne, anciens membres du Groupe Pompidou, et des pays MedNET du pourtour méditerranéen. Israël et la Palestine* étaient également présents. Le Mexique, qui a rejoint

le Groupe Pompidou en 2017, participait quant à lui pour la première fois à cette activité du Groupe, accueillie par l'Italie.

Des organisations internationales gouvernementales, notamment l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS), l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI) et l'OEDT étaient également associés à cette activité, à laquelle ont assisté plus de 100 personnes.

Rapport de l'OICS

Le rapport 2016 de l'OICS (Organe international de contrôle des stupéfiants), qui a été diffusé le 2 mars 2017, demande que les politiques drogues tiennent compte des femmes vu l'augmentation disproportionnée du nombre d'overdoses qu'enregistrent les pays chez les femmes. Dans son premier chapitre, consacré aux femmes et aux drogues, le rapport sur la situation mondiale en matière de drogues mentionne pour la première fois une publication du Groupe Pompidou de 2015 sur la question du genre dans l'utilisation non médicale de médicaments délivrés sur ordonnance, et une de 2016 intitulée « Améliorer la prise en charge des violences subies par les femmes usagères de substances psychoactives ». L'OICS préconise la prise en compte de la dimension de genre dans les politiques et les programmes drogues, une amélioration de l'accès aux soins de santé pour les femmes toxicomanes et l'augmentation des crédits consacrés à la prévention et au traitement de l'abus de drogues chez les femmes.

Les pays MedNET ont également participé aux activités du groupe de travail sur la violence, les femmes et les drogues du viol, qui s'est réuni le 27 juin, à Rome.

6. MedNET et la politique de voisinage du Conseil de l'Europe

La **politique de voisinage du Conseil de l'Europe** a été adoptée par les ministres des Affaires étrangères des 47 États membres à Istanbul, le 11 mai 2011. Elle a pour objet de favoriser le dialogue et la coopération avec les régions et pays voisins de l'Europe qui sollicitent l'assistance du Conseil de l'Europe, en s'appuyant sur les valeurs communes que sont les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit.

Au titre de cette politique, le Programme conjoint Sud II, intitulé « Vers une gouvernance démocratique renforcée dans le sud de la Méditerranée », financé par l'UE et mis en œuvre par le Conseil de l'Europe, fait suite au Programme Sud I, intitulé « Renforcer la réforme démocratique dans les pays du voisinage méridional » (2012-2014). Cette deuxième édition, qui couvre la période 2015-2017, attribue des fonds au Groupe Pompidou pour certaines activités.

Lancé en 2012, le Programme Sud est une initiative stratégique conjointe de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe destinée à soutenir les réformes démocratiques sud de la Méditerranée et à répondre aux besoins de ces derniers.

Ce premier programme conjoint Conseil de l'Europe-UE dans le sud de la Méditerranée s'est avéré un outil efficace pour soutenir et consolider les réformes entreprises par des pays partenaires dans cette région et pour renforcer la coopération régionale dans les domaines des droits de l'homme, de l'État de droit et de la démocratie.

Dans l'ensemble, le Programme Sud II vise à contribuer à renforcer les droits de l'homme, l'État de droit et la démocratie dans le sud de la Méditerranée, conformément aux normes européennes et à d'autres normes internationales et en fonction de la demande.

Il vise plus particulièrement à :

- Soutenir les processus constitutionnels dans les pays du sud de la Méditerranée et l'élaboration de nouveaux cadres législatifs, l'établissement et le fonctionnement des institutions chargées des questions de droits de l'homme et des structures de gouvernance démocratique ;
- Promouvoir la création et la consolidation d'un espace juridique commun entre l'Europe et le sud de la Méditerranée en sensibilisant les pays concernés aux principales conventions du Conseil de l'Europe et à d'autres normes européennes et internationales, et ce afin de renforcer les droits de l'homme, la bonne gouvernance et les valeurs démocratiques dans cette région ;
- Promouvoir l'échange des meilleures pratiques entre l'Europe et les pays du sud de la Méditerranée ainsi qu'au sein de cette région afin de soutenir et de consolider les processus de réformes démocratiques en cours, notamment par la création de réseaux formels et informels.

Au titre du Programme Sud I (2012-2014), MedNET a reçu une enveloppe d'un montant de 161 939 €, soit 4 % du budget total de ce programme (4 048 660 €).

Au titre du Programme Sud II (2015-2017), MedNET a reçu une enveloppe d'un montant de 268 319 €, soit 4 % du budget total de la deuxième édition du programme (6 886 828 €).

Au titre de la politique de voisinage et du plan d'action pour le Maroc et la Tunisie, MedNET reçoit une enveloppe de 106 950 €, soit 4,13 % du budget de cette politique (2 591 656 €).

Le Programme Sud II est en cours d'évaluation par la Commission européenne.

La réunion finale du Comité de pilotage régional du Programme Sud II a eu lieu le 16 octobre 2017 à Bruxelles.

7. MedNET et les autres organisations internationales

7.1 Coopération avec l'OEDT

MedNET coopère avec l'OEDT depuis sa conférence de haut niveau de 2009. Depuis lors, l'OEDT a participé à toutes les activités de MedNET liées à la création d'observatoires/centres nationaux de ressources sur les drogues et les toxicomanies et il assiste deux fois par an en qualité d'observateur aux réunions de MedNET.

Le protocole TDI (Treatment Demand Indicator) est désormais disponible en arabe

Suite à une table ronde en Égypte en septembre 2015, le représentant de l'OEDT a proposé de traduire le protocole conjoint TDI OEDT/GP en arabe. Ce document, qui porte sur un des indicateurs de demande de traitement les plus importants, a été diffusé en arabe en 2017.

Le Secrétariat général de la santé mentale et du traitement des addictions (GSMHAT) a contribué au document final en révisant la traduction.

<http://www.emcdda.europa.eu/publications/manuals/t-di-protocol-3.0>

7.2 Coopération avec la Commission européenne par l'intermédiaire du Conseil de l'Europe

7.2.1 Coopération au titre du Programme Sud II : Coopération Conseil de l'Europe/Commission européenne

Au titre de la politique de voisinage du Conseil de l'Europe, le Programme conjoint Sud II, intitulé « Vers une gouvernance démocratique renforcée dans le sud de la Méditerranée », financé par l'UE et mis en œuvre par le Conseil de l'Europe, fait suite au Programme Sud I, intitulé « Renforcer la réforme démocratique dans les pays du voisinage méridional » (2012-2014). Cette deuxième édition, qui couvre la période 2015-2017, attribue des fonds au Groupe Pompidou pour certaines activités.

7.2.2 Coopération avec la Commission européenne par l'intermédiaire du Groupe Pompidou

Depuis 2015, l'unité antidrogue de la Commission européenne (Home – D4) a assisté en qualité d'observateur aux deux réunions annuelles de MedNET.

7.3 Participation à la campagne « Écoutez d'abord » – Écouter les enfants et les jeunes est la première étape afin de les aider à s'épanouir

Certains pays MedNET (**Algérie, Chypre, Égypte, France, Grèce, Italie, Portugal**) participent à la campagne « Écoutez d'abord » <http://www.unodc.org/listenfirst/>.

L'ONUDC a choisi cette campagne comme thème de la Journée internationale des Nations Unies contre l'abus et le trafic de drogues (26 juin). C'est une campagne de prévention de l'usage des drogues fondée sur des données scientifiques, dont le slogan – #Écoutez d'abord – souligne qu'écouter les enfants et les jeunes constitue une étape cruciale permettant de les aider à grandir sainement et en sécurité. La campagne cible les parents, les enseignants, les décideurs politiques et le personnel de santé tout comme le grand public.

La campagne internationale utilisant le hashtag #Ecoutezdabord (#ListenFirst) est une initiative conjointe de l'ONUDC, de l'OMS, de la Mission interministérielle française de lutte contre les drogues et les conduites addictives et du ministère suédois de la Santé et des affaires sociales.

Plus de 40 pays s'y sont déjà ralliés.

8. Rôle du Secrétariat de MedNET dans l'administration et la coordination du réseau

En 2017, l'équipe du secrétariat MedNET a compté quatre membres du personnel. Toutefois, il est à noter que le temps de travail total équivaut à l'emploi **d'une personne et ½ à temps plein**.

Deux agents permanents :

- La chef de l'Unité qui a consacré 70 % de son temps à MedNET,
- une assistante, qui a consacré 30% de son temps à MedNET,

Deux agents temporaires :

- une chef de projet, qui a consacré 30 % de son temps à MedNET
- une assistante, qui a consacré 30 % de son temps à MedNET.

L'équipe a assuré le bon fonctionnement du réseau et la mise en œuvre du programme de travail, en veillant à la synergie avec les autres activités du Groupe Pompidou et les autres entités du Conseil de l'Europe.

En 2017, l'équipe MedNET (une personne et ½ à temps plein) a géré un budget couvrant la période 2016-2018 de **844 686 €**. Cette équipe a assuré les tâches suivantes :

- La coordination avec les 15 correspondants MedNET, les experts nommés aux différentes activités MedNET et les observateurs ;
- La gestion du budget MedNET constitué de contributions volontaires et d'autres sources de financement notamment du Conseil de l'Europe et de l'UE ;
- La rédaction d'un rapport d'activités annuel incluant le rapport financier ;
- La mise en œuvre du programme de travail, la révision de celui-ci en fonction de l'évolution politique; et d'autres aléas non prévisibles ;
- La participation aux réunions des Correspondants permanents et du Bureau du Groupe Pompidou et l'information de ceux-ci aux activités de MedNET ;
- La levée de fonds auprès des donateurs réguliers de MedNET et également auprès d'autres donateurs potentiels ;
- L'élaboration de rapports et participation aux réunions du programme Sud II ;
- La coopération avec d'autres organisations internationales, notamment avec l'OEDT, une agence de l'UE ;
- L'élaboration d'une politique de communication MedNET avec la mise à jour régulière de la page MedNET sur le site web du Groupe Pompidou, la publication d'articles pour chaque activité MedNET, la communication sur les réseaux sociaux, et la publication de quatre *newsletters* en 2017 ;
- La publication de rapports de projets par pays du réseau MedNET ainsi que les documents relatifs au comité régional MedSPAD.

9. État des dépenses du réseau MedNET

Le présent rapport sert de document de référence unique pour l'ensemble des contributeurs. Seuls les pays qui ont apporté une contribution spécifique à une ou plusieurs activités du réseau reçoivent un rapport précis sur ces activités.

Le budget MedNET provient de multiples sources de financement :

- Contributions volontaires ;
- Programme Sud I et II : Programme Joint UE-CdE - financé par l'Union Européenne, mis en œuvre par le Conseil de l'Europe ;
- Paiement direct des activités par les pays ;
- Programme Politique de Voisinage dans le cadre du plan d'action du Conseil de l'Europe pour le Maroc et la Tunisie (2016-2017).

Contributions volontaires

Contribution de l'Italie en 2017 (Activités « Genre » pour MedNET)	120 000
Contribution de l'Italie en 2017 (Activités « Gambling / jeux pathologiques » pour MedNET)	30 000
Contribution de la France en 2017	140 000
Budget total disponible pour MedNET (05/10/2017)	290 000

Financement Programme Sud I & II (2012-2017)

Programme Sud I (2012-2014)	161 939
Programme Sud II (2015-2017)	268 319
Total PS I & II	430 258

Politique de voisinage, dans le cadre du plan d'action du Conseil de l'Europe pour le Maroc et la Tunisie

Plan d'action 2016-2017 : activités opérationnelles	81 150
Plan d'action 2016-2017 : ressources humaines	25 800
Total	106 950

Montant total du budget alloué à MedNET (2006-2017)

Contributions volontaires	2 527 658
Programme Sud I	161 939
Programme Sud II	268 319
Programme Politique de voisinage	106 950
Total	3 064 866

Contributions volontaires reçues par pays depuis 2006*

	Chypre	Espagne	France	Italie	Pays-Bas	Portugal	Total
2006			20 000			10 000	30 000
2007		100 000	100 000	50 000	30 000	5 000	285 000
2008			200 000			5 000	205 000
2009			200 000	50 000		5 000	255 000
2010	5 000		200 000	62 579			267 579
2011	5 000		140 000	22 500			167 500
2012			140 000	117 579			257 579
2013			140 000	80 000			220 000
2014			140 000	40 000			180 000
2015			150 000	40 000			190 000
2016			150 000	60 000			210 000
2017			140 000	120 000			260 000
Total	10 000	100 000	1 720 000	642 658	30 000	25 000	2 527 658

Payment direct des activités par les pays**

	Portugal	
2015	Conférence Lisbonne Addictions : frais d'inscription pour 8 participants	3 200
2017	Conférence Lisbonne Addictions : frais d'inscription pour 16 participants	6 400
Total		9 600

* Les contributions volontaires reçues des Etats membres sont assujetties à une taxe administrative prélevée directement par l'Administration (depuis 2014, cette taxe représente 7 % du montant reçu)

** Pour certaines activités MedNET, le pays hôte donne une contribution financière partielle pour l'événement.

Budget dépensé de 2006 à 2017, toutes sources confondues

Au titre des Contributions volontaires	
Budget total 2006	42 574
Budget total 2007	97 347
Budget total 2008	105 420
Budget total 2009	260 427
Budget total 2010	450 682
Budget total 2011	206 922
Budget total 2012	151 964
Budget total 2013	219 792
Budget total 2014	255 592
Budget total 2015	186 796
Budget total 2016	309 734
Budget total 2017	119 412
Portugal : paiement direct des frais d'inscription à la conférence de Lisbonne Addictions en 2015 et 2017	9 600
Dépenses totales de 2006 à 2017 du compte MedNET	2 416 262
Au titre des Programmes Sud I & II	
Dépenses totales PS I (2012-2014)	161 939
Dépenses totales PS II (2015-2017)	298 990
Dépenses totales PS I & II	460 929
Au titre du Programme Politique de voisinage	
Dépenses totales 2016-2017	106 950
Budget administré et coordonné en 2017 pour la période 2016-2018	844 686
Budget administré et coordonné de 2006-2017	3 064 866

10. Politique de communication

Le Secrétariat de MedNET est chargé de la politique de communication du réseau MedNET. En 2017 :

La page MedNET du site web du Groupe Pompidou a été actualisée.

Des informations sur l'actualité de MedNET ont été publiées sur le site du Groupe Pompidou et sur les médias sociaux.

La Newsletter MedNET a été publiée tous les deux mois.

ENGLISH

TABLE OF CONTENTS

Foreword	27
Introduction: the MedNET Network	28
1. Country-specific activities	29
2. MedSPAD Committee	36
3. Lisbon Addiction Conference	37
4. Regional activities : participation in Pompidou Group activities	37
5. MedNET and the gender dimension of drug policies	39
6. MedNET and the Council of Europe's neighbourhood policy	40
7. MedNET and other international organisations	41
8. Role of the MedNET Secretariat in the administration and coordination of the Network	42
9. MedNET summary of expenditure	43
10. Communication policy	45
<i>Annexes</i>	
Annex I: MedNET programme of activities implemented in 2017	46
Annex II: List of MedNET documents for 2017	54
Annex III: List of MedNET correspondents in 2017	56

Foreword

I am delighted to present the 2017 edition of the MedNET activity report. For me, this marks an important first. This report reflects the commitment of member states, unfalteringly shown since the setting up of the network in 2006, to exchanging and co-operating on the complex subject of addictive behaviours.

2017 saw the arrival of a new member state, Croatia. We welcome this country and are sure that our exchanges will be even more rewarding thanks to the active participation of Croatian experts in our meetings. This enlargement is also an indication of the success of the “MedNET model”, which fosters a fruitful exchange of experiences. In this way, each country is able to learn from the others in order to develop its own responses, tailored to its own specific context.

We can be extremely pleased with the progress made in terms of prevention and care policies. More specifically, the network has continued to encourage the establishment of national observatories and has supported many seminars and training programmes for health care professionals as well as qualifications in addiction studies. It has also made it possible for countries to gain a closer understanding of new challenges, such as gaming and gambling addictions.

This year’s report also draws attention to the efforts made to reach out to vulnerable groups.

In 2017, both the MedNET network and the Pompidou Group focused on the incorporation of the gender dimension in the framing of public policies in order to guarantee improved access for women to care, and to ensure that greater consideration is given to their needs and specific characteristics.

I would like to pay tribute to the work carried out by all the countries and to thank each representative member of the network for their valuable input and also all our external partners. In addition, I wish to congratulate the Secretariat of the Pompidou Group for their excellent work in implementing this ambitious work programme.

MedNET is a valuable tool as it promotes a transfer of knowledge geared to each country and because it fosters co-operation on both sides of the Mediterranean, with full regard for the dignity of the person and human rights. This report shows the high quality of the work carried out and encourages us to continue to move forward together, next year, in pursuing common objectives.

Nicolas Prisse

Chair of the French Inter-ministerial Task Force to Combat Drugs and Addictive Behaviour

Introduction: the MedNET network

Pompidou Group

The Pompidou Group provides a multi-disciplinary forum at the wider European level where it is possible for policy-makers, professionals and researchers to exchange experiences and information on drug use and drug trafficking. Formed at the suggestion of the French President Georges Pompidou in 1971, it has become a Council of Europe partial agreement in 1980. In 2017, it gathers 39 countries: 36 of the 47 Member States of the Council of Europe, Mexico, Morocco and Israel, as well as the European Commission.

MedNET

MedNET is the Mediterranean network for co-operation on drugs and addictions of the Pompidou Group. Created in 2006, it aims to foster co-operation, exchanges and mutual transfer of knowledge between the countries on both sides of the Mediterranean Basin. It supports the development of drug policies which respect health and human rights and address gender equality issues, based on evidence gathered by national observatories. In 2017, fifteen countries are members of the network.¹

MedNET working method: activities which respond to member countries' requests

Fifteen countries (Algeria, Croatia, Cyprus, Egypt, France, Greece, Italy, Jordan, Lebanon, Malta, Morocco, Palestine*, Portugal, Turkey, Tunisia), one correspondent per country, with two meetings a year.

At the spring meeting, the Committee of MedNET Correspondents reviews the programme's implementation in the first half of the relevant year. The programme can then be adjusted in the light of current events and emerging priorities in the different countries.

The network's flexible method of operation enables it to respond quickly to new requests.

At the autumn meeting, the committee adopts an activity report for the relevant year and the programme for the following year on the basis of activity proposals made by each country and of regional activities. The programme is adopted by consensus on the basis of the budget available for the year, which is made up of voluntary contributions, funds from the South Programme II financed by the EU and implemented by the Council of Europe (2015-2017) to strengthen democratic governance, and additional funds (contribution from Norway for 2016-2017 for Morocco and Tunisia, within the framework of the Neighbourhood policy of the Council of Europe).

The Pompidou Group's MedNET Secretariat is responsible for administration and co-ordinating implementation of the work programme. The Secretariat keeps the Permanent Correspondents of the Pompidou Group regularly informed about MedNET's activities.

*This designation shall not be construed as recognition of a State of Palestine and is without prejudice to the individual positions of the Council of Europe member states on this issue.

1. Country-specific activities

1.1. Algeria

Women and drugs seminar, 8 March 2017

By holding the first seminar in Algeria on the topic on women and drugs, the Pompidou Group contributed to International Women's Day on 8 March.

At the initiative and in cooperation with the Office National de Lutte contre la Drogue et la Toxicomanie of Algeria, the Pompidou Group held the first seminar on women and drugs in Algiers. 80 Representatives from the Ministry of Justice, Ministry of Health, Prison Administration, Police and Gendarmerie and the Civil Society participated in this seminar along with experts from Egypt and Greece.

The follow-up of this first seminar is the setting up of a permanent committee on women and drugs in Algeria.

Seminar "Support to staff working in Opioid Substitution Treatment centers"

A seminar, "Support to staff working in Opioid Substitution Treatment centers" took place 11 and 12 April with the participation of an expert from Morocco, an expert from Lebanon and an expert from Switzerland. It followed seminars on the introduction of opiate substitution treatment in Algeria in 2015 and 2016 and study visits which took place in Belgium, France, Morocco and Lebanon.

The Ministry of Health is still in the process of getting methadone for the implementation of the pilot-phase of the OST.

MedNET Workshop on prevention tools, 23-25 May 2017, Algiers

This workshop took place at the Office National de Lutte Contre la Drogue et la Toxicomanie in Algiers. Under the joint supervision of experts from Lebanon and Morocco, Algerian NGOs, medical and social professionals exchanged their experience and expertise in the field.

1.2. Croatia

On 27 June 2017, Croatia joined MedNET. Croatia participated in the first 1999 PG Conference in Malta on co-operation in the Mediterranean Region on Drug use: setting up networks in the Mediterranean Region" and has been very active in promoting and facilitating drug policy cooperation and dialogue in the South East Europe in the last few years.

The Office for combating Drugs Abuse of the Republic Croatia indicated that added value of Croatian accession to MedNET lies in its potential to play a bridging role in bringing closer together these two regional cooperation mechanisms.

1.3. Cyprus

From 11 to 13 of September 2017, the Cyprus Anti-Drugs Council organized a training on European Drug Prevention Quality Standards for an Egyptian delegation of 4 participants. This study-visit was proposed by Cyprus as part of the Pompidou

Group MedNET 2017 work programme. MedNET representatives from Egypt replied to this offer with nomination of a delegation of four experts.

Based on good cooperation between MedNET and its counterparts and through the efficient support of Cyprus, active MedNET member, the training will be provided by EMCDDA. TAIEX, the Technical Assistance and Information Exchange instrument of the European Commission, is funding participation of three experts whereas MedNET is funding participation of one expert.

1.4. Egypt

Development /extension National Drug Observatory

Following a pilot-phase in 2015, the General Secretariat of Mental Health and Addiction Treatment (GSMHAT) completed the project and has a full operating National Drug Observatory collecting and analysing treatment and care data from 15 hospitals in Egypt as of 1 July 2017.

Development of care services for teenage addicts

The project started in 2015: it included a review of programmes relating to addiction services for adolescents around the world and a study visit carried out in Ireland. This study visit contributed to build the capacity of the therapeutic team responsible for addiction services in adolescent units recently developed in Egypt.

An online patient evaluation form had been created in 2017 to allow data analysis. The final report was ready in August 2017.

Development of specialised services for pregnant drug users

This research project is carried out in different phases:

- Desk Review of available programs in the world and Study visit was carried out in Malta in September 2016.
- The project was in the service model design phase.

Development of addiction treatment services for HIV positive patients

- This project started in October 2016 with a review of available programmes. It included a fact-finding visit to Madrid from 27 February to 3 March 2017.
- The project was in the service model design phase.

Training Accreditation & Certification Board for Addiction Counsellors Final Report PHASE II

The final report was published.

- The project was in the service model design phase.

Development of addiction services for HIV positive patients (October 2016-September 2017)

- This project started in October 2016 with a review of available programmes. It included a fact-finding visit to Madrid from 27 February to 3 March 2017.
- The project was in the service model design phase.

MedSPAD national survey

This first national MedSPAD survey covered data from 3 “governorates”, each representing an Egyptian geographical region, 61 schools from Cairo (the capital), 34 schools from Menoufeya (representing lower Egypt Delta), and 34 schools from Assiut (representing Upper Egypt)

- In Cairo, the target population was 6147 students
- In Menoufeya, the target population was 3424 students
- In Assiut, the target population was 3429

The final report was submitted in August 2017 and published in November 2017.

Training Accreditation & Certification Board for Addiction Counsellors Final Report PHASE II

This report was submitted to the MedNET Secretariat for publication in May 2017 and now featured on PG MedNET website.

Development of specialised services for women with substance abuse disorders in Egypt

Final report on Gender Responsive Services for Women with Substance Abuse Disorders in Egypt featured among the documents available on the MedNET section of the Pompidou Group's website.

This report undertaken under MedNET, also contributed to the gender activities of the Pompidou Group which promote the consideration of a gender dimension in drug policies.

Since 2013, this project has created women's care services that are culturally acceptable and have had a real impact on public mental health services, resulting in the creation of a vast number of similar services. Through this project, professionals have become aware of the specific needs of women.

1.5. Lebanon***Inter-ministerial substance use response strategy for Lebanon 2016-2021***

Lebanon launched its National Substance Use Strategy in Beirut on 22 December 2016, with the Pompidou Group's support for its development and implementation in 2017. The inter-ministerial strategy is part of the programme 'Mental Health and Substance Use Prevention, Promotion and Treatment Strategy for Lebanon 2015-2020'. It was developed by the Ministry of Public Health (MOPH), in collaboration with the Ministry of Education and Higher Education (MEHE), Ministry of Interior and Municipalities (MOIM), Ministry of Justice (MOJ) and Ministry of Social Affairs (MOSA), and in consultation with numerous UN agencies, local and international NGOs, professional organisations, academic institutions, health care organisations and health professionals.

The strategy is based on six pillars: autonomy, dignity, participation, accountability & integrity, empowerment, and quality. Its main objective is to give all people living in Lebanon the opportunity to enjoy the best possible mental health and wellbeing. The strategy respects human rights and has several missions. In particular, it aims to guarantee universal accessibility to gender and age-sensitive prevention, treatment,

rehabilitation, harm reduction and social re-integration services, and to reduce the availability of illicit substances. The report on the National Drug Strategy for Lebanon is now available.

The national strategy on the prevention and treatment of alcohol and substance abuse was in the first stage of its implementation, which involved establishing accreditation criteria for treatment centres.

Setting up of a national observatory

The National Drugs and Addiction Observatory was in the final stages of preparing a report on its national action plan for the implementation of an information system on drugs and addiction. The report had been sent to stakeholders and UNODC for external review. The idea was to map existing services and review available tools to identify the one which was the most appropriate in the circumstances.

Drug Law Amendment

The draft law, a joint civil society efforts lead by Skoun and the Legal Agenda, was elaborated many years ago thanks to the support of MedNET Pompidou Group. It aims to increase access to support services to people who use drugs favouring health interventions over penalization and incarceration.

Finally, the Lebanese Parliament, in collaboration with the State Ministry of Human Rights and with the support of Konrad Adenauer Stiftung Foundation held its first session to debate the draft drug law amendment submitted for ratification. It was attended by representatives of ministries, deputies, judges, UN agencies, treatment centers and law enforcement officials.

1.6. Morocco

Addictology courses

- Casablanca (September 2016-June 2017) 15 students
- Rabat (September 2016-June 2017) 15 students

The addictology courses are continuing to produce professionals trained in dealing with the issues of addiction. The MedNET students are initially selected by the Ministry of Health. Once they have obtained their diplomas, they take up secondments with the ministry and are assigned to the various addiction centres throughout the country, thereby helping to meet the ministry's needs for qualified staff. The diploma courses are in line with the Ministry of Health's national action plan on the management of drug use. The impact of the courses is significant, given the scale of the need for staff. In addition, addiction experts trained during the first years of the courses have launched promising initiatives such as the Moroccan psycho-addictology association, which deals with the dual pathology issue.

Addiction studies courses would continue in the September 2017 – June 2018 period without MedNET support.

Support for the operation of the Moroccan National Observatory on Drugs and Drug Addiction, second report 2016

Following the first report of the Moroccan National Observatory on Drugs and Drug Addiction (OMDA), the second report will be published by the end of 2017.

MedNET's input was vital in the early stages of the OMDA and continued in 2017. The support provided by MedNET substantially raised the OMDA's profile while helping to secure its long-term sustainability. It also allowed extensive co-operation with the EMCDDA.

MedSPAD III

Following MedSPAD I and II, Morocco launched MedSPAD III and the survey was carried out from 27 February to 2 March.

The report will be published by the end of 2017.

The survey was funded through the Norwegian contribution to the action plans for Morocco and Tunisia under the Council of Europe's neighbourhood policy.

Gambling addiction workshop

Following its first general population survey on gambling addiction, the Moroccan government would launch its first specialised gambling addiction care centre. Training was crucial in order to support the launch of the centre and plans were in place to offer training and professional development placements in leading European healthcare centres.

The training in question would be provided as part of a joint effort with Italy.

Prevention handbook

The publication of material on drug abuse prevention, intended for users and their families, staff at the national centre for drug abuse prevention, treatment and addiction research, and national addiction study centres, would be funded through the Norwegian contribution to the action plans for Morocco and Tunisia under the Council of Europe's neighbourhood policy.

1.7. Palestine*

During the 21st MedNET meeting, the representative of Palestine outlined the situation in her country, where the issues of drug use and drug trafficking often involved Israeli nationals, Palestinians living in Israel and Palestinian nationals who were thus subject to different laws, and various law enforcement officials. Many Palestinians travelled to Israel for work. An unpublished report from 2016 reported 65 000 drug users in Palestine, most of whom were fully integrated into society. Two government-run addiction facilities were in operation. Of the 110 patients at the

* This designation shall not be construed as recognition of a State of Palestine and is without prejudice to the individual positions of the Council of Europe member states on this issue.

methadone treatment centre, two were women. A national centre for social reintegration was to open by the end of 2017.

The programme presented by Palestine, with a budget of €1 046 755, fell outside the scope of the proposals for MedNET-funded activities. The amount involved was much greater than the sums requested by other member states and exceeded MedNET's budget.

It was accordingly suggested that Palestine participate in MedNET's regional activities and apply for funding for fact-finding visits to support its current project, in an amount similar to that requested by the other MedNET members.

1.8. Tunisia

Given the shortcomings in addictology training in the basic courses for general practitioners, the members of the education board of Tunis faculty of medicine recommended the introduction of a university diploma course in addictology from the academic year 2013-2014. The other three medical faculties in Tunisia subsequently followed suit.

University Diploma in Addiction Studies at the University of Tunisia

This university diploma was funded by MedNET for the November 2016 – June 2017 period. Ninety candidates had been selected for the following semester, which was a testament to the course's popularity.

MedNET would not be able to ensure continued funding for the University Diploma in Addiction Studies for the November 2017 – June 2018 period.

The candidates selected for the course are front-line doctors practising in primary healthcare centres, doctors practising in school and university medical facilities, prison doctors and psychiatrists and clinical psychologists.

Two additional specialised workshops for students on the diploma course took place:

- The first workshop, "cognitive behavioural therapies in cannabis addiction", was held from 8 to 9 April 2017 and was led by Professor Soumia Berrada (Morocco);
- The second workshop, "Risk reduction", was held on 26 and 27 April 2017 and was led by Dr Françoise Vanmeerbeek and Mr Kris Meurant (Belgium);

Celebration day on the occasion of the international UN Drug Day, on 26 June 2017, focusing on women, violence and addiction in Tunisia

Seminar entitled "Addictions and political choice", on 23 September 2017

Representatives from France, Lebanon and Portugal and PG Executive Secretary participated in this event opened by the Minister of Health and his State Secretary.

First national congress on addictology which will be held on 14 and 15 December 2017 in Tunis

MedSPAD II

The survey was carried out in October 2017. It was funded through the Norwegian contribution to the action plans for Morocco and Tunisia under the Council of Europe's neighbourhood policy.

Draft law on drugs

A draft law on drugs (reference 79-2015) was tabled in the Assembly of Representatives of the People by Habib Essid's government on 31 December 2015. In preparation for the parliamentary debates, the Ministry of Justice decided to seek an outside view on the legislation and accordingly requested a legal opinion from the Pompidou Group. The Group provided two opinions: one from the French Ministry of Justice and another from an academic expert selected by the Swiss Permanent Correspondent on the Pompidou Group on account of his expertise in the field.

The legal opinions were forwarded to the Tunisian justice and foreign ministries in April 2016.

On 20 April 2016, the parliamentary committee on youth, women and the family examined the draft law for the first time.

The draft law 79-2015 was examined by the Parliamentary Commission in charge of general legislation in January and February 2017 which had initially been referred to the Ministry of Justice to issue comments. However, the latter presented another draft which was assessed as less forward thinking by a number of parties and representatives from civil society and which led to a new discussion of the first draft, which soon imposed a more thorough approach: should the broad-minded thinking towards care and treatment and the respect of human rights which are stated in the first draft law be maintained or should we go back towards more law enforcement and a slightly modified 92.52 law?

Because other topics since February 2017 have become a priority for the parliamentary commission, the President of the Republic proposed another draft law, called "law 42-2017", which brings an amendment to two articles of the law, in order to allow the judge to give a sentence to avoid prison, in certain conditions to the first time user of drugs.

This amendment was voted and the law 42-2017 entered into force in June 2017.

1.9. Turkey***National drug strategy and coordination in Turkey***

Turkey has been working on the reduction of illicit drug demand and supply for the last decade. National Anti-Drug Strategy Paper was built upon 12 thematic areas as the general framework of Turkey's war on illegal drugs. These themes can be listed as (1) preventing access to drugs; (2) taking measures in relation to educational institutions; (3) identifying target groups; (4) anti-drug counselling units; (5) strengthening treatment for drug dependence; (6) social reintegration; (7) scientific advisory boards for anti-drug activities; (8) anti-drug decision support systems; (9) legislation for anti-drug activities; (10) coordination and cooperation; (11) communication with the public; and (12) diagnosis and laboratory services. The

national policies and strategies have been monitored and coordinated by the interministerial committee is formed by ministers from all relevant ministries, named The High Council for the Fight against Drugs. Auxiliary institutions are The Board for the Fight against Drugs and The Technical Board for the Fight against Drugs. The Board for the Fight against Drugs which supports the work of the High Council is responsible for national strategic and operational coordination and oversees the implementation and monitoring of the national drug strategy. The Technical Board for the Fight against Drugs includes the experts from all relevant ministries who organize and coordinate the facilities within their own institutional responsibilities.

For the works planned to be done, Turkey pays attention the sharing knowledge and experience of the MedNET countries. For this reason Turkey participated almost all meetings after joining the MedNET. Turkey intends to increase its cooperation and experience sharing activities in the near future.

1.10. Spain, MedNET observer country

Following the participation of Spain in MedNET 10th Anniversary in 2016, the Government Delegation for the National Plan on Drugs hosted study visit in Madrid from 27 February to 3 March 2017 and shared its expertise in drug policy, addiction treatment and risk and harm reduction with a team of Egyptian experts from the General Secretariat of Mental Health and Addiction Treatment from the Ministry of Health.

During the 21st meeting, the Spanish government's delegation on the national drug plan, addressed a letter to members of the MedNET network, which expressed Spain's satisfaction with the Egyptian delegation's visit to Madrid, its determination to continue co-operating with MedNET and the fact that it hoped to re-join the network as an official member in the near future.

2. MedSPAD Committee

Two meetings of the MedSPAD committee were held in 2017.

The seventh meeting was held in Paris on 7 February and worked towards the drafting of a regional report on the use of substances by young people in the Mediterranean Region.

The 8th meeting of the committee was held in Lisbon on 23 October at the Council of Europe North South Centre.

The Committee discussed the report on prevalence on alcohol, tobacco and drug use among adolescents in the Mediterranean "A first glance of the situation in the Mediterranean region in relation to the prevalence of alcohol, tobacco and drug use among adolescents".

In this second report, twelve countries provide prevalence estimates and the respective confidence intervals for the use of alcohol, tobacco, cannabis and medication with and without a medical prescription. Six of the countries, i.e. Cyprus, Greece, France, Italy, Malta and Portugal, border the northern rim of the Mediterranean whereas the other six countries, namely, Algeria, Egypt, Israel, Lebanon, Morocco and Tunisia border the southern rim of the Mediterranean.

The drafting of this report benefited from the expertise from the ESPAD Coordinator.

The MedSPAD Committee presented this report at the Lisbon Addictions 2017 on the 24th of October.

3. Lisbon Addiction Conference

The Portuguese General Directorate for Intervention on Addictive Behaviours and Dependencies (SICAD) considered that the Lisbon Addiction Conference to take place from 23 to 26 October 2017 in Lisbon was an opportunity for the MedNET network and the MedSPAD committee to showcase their work.

The MedSPAD round table request submitted by the MedSPAD co-ordinator on behalf of the committee had been accepted by the Lisbon Addiction Scientific Committee.

SICAD offered the conference registration fee for 13 MedNET representatives (the MedSPAD committee), broken down as follows: one representative per member state; the Head of Unit for Mediterranean Regional Co-operation at the Pompidou Group; and two additional members of the Pompidou Group's secretariat to man the Pompidou Group stand.

4. Regional activities: participation in Pompidou Group activities

MedNET countries have participated in the following PG regional activities without funding from MedNET.

4.1 In the supply reduction field

4.1.1. Annual meeting of the Co-operation Group of Drug Control Services at European Airports and in General Aviation (Airports Group), Strasbourg, 6-8 June 2017

Three MedNET countries took part in the annual meeting (Algeria, Jordan and Tunisia). Egypt had to cancel its participation.

The representative of the Algerian customs service gave an address on information gathering and combating airborne drug trafficking in Algeria and the representative of the Tunisian customs service gave a presentation on fund transfers by credit card.

The participation of the MedNET countries in the Airports Group extends the group's field of action and improves regional co-operation in combating airborne drug trafficking.

4.1.2 General Aviation Meeting, Madrid, 26-28 April 2017

Algeria, Jordan, Morocco and Tunisia participated to the Pompidou Group working party on general aviation in Madrid on the 26 and 27 April 2017. The event focused on the threat of general aviation. The event welcomed over a hundred participants from ten international organisations and thirty-five countries of Europe, North and South America, Africa, The Middle East and Asia.

4.1.3 Precursors Network, Strasbourg, 23-24 November 2017

The MedNET countries are invited to take part.

4.2 In the demand reduction field

4.2.1. MedNET and the guidelines on substitution treatments

This group of health and legal specialists is responsible for identifying and detailing the criteria for the appropriate use of agonist drugs in opioid dependence treatment, in line with ethical standards, international law, scientific knowledge and medical best practice.

The group comprises experts from Algeria, Belgium, France, Greece, Lebanon, Lithuania, Morocco, Portugal, Slovenia, Switzerland, Tunisia and Turkey, and representatives of the EMCDDA and WHO. A scientific committee also brings together experts from Canada, Israel, Italy, Poland, Spain and the United Kingdom.

After submission in 2016 for public consultation of draft 'guiding principles' for countries to help them develop or revise the legislative and administrative framework governing the prescription of agonist drugs used in opioid dependence treatment, the working group is finalizing the 'guiding principles' report.

4.2.2 Training Executive: Challenges resulting from NPS for demand reducing strategies

The First Module Seminar of the 2017 Pompidou Group Executive Training took place in Israel from 28 to 30 March 2017. It brought together 35 participants from 25 countries. Drug policy managers from participating countries explored the specificities of the NPS phenomenon with the focus on existing prevention and treatment offers available in Israel. Knowhow transfer and shared experiences was provided by study visits to successful projects in the fields of drug prevention, early detection and treatment. The seminar provided examples of flexible and pragmatic responses to NPS related problems. This module was co-organised together with the Israel Anti-Drug Authority (IADA). Following three eventful days in Israel, participants unanimously agreed that the activity provided much inspiration for results-oriented approaches that put the patient's well-being at the centre of the attention.

During the Second Module Seminar from 30 May – 2 June in Alicante, Spain, participants continued exploring existing measures and concepts and their applicability to NPS. They also had an opportunity to reflect, to identify which existing demand and harm reduction approaches can be applied to NPS and how they can be implemented in practice and in national context. A representative from Morocco participated in the Second Module Seminar.

4.2.3 12th EXASS Net meeting Refugees and Drugs: Estimating needs, support practices, preventing risks, Athens 30 October-1 November 2017

Representatives from Algeria, Croatia, Jordan, Lebanon, Morocco and Turkey participated in this meeting.

5. MedNET and the gender dimension in drug policies

As part of the Pompidou Group's work programme on the gender dimension in drug policies, the MedNET countries are invited to take part in the relevant activities.

In this connection, nine MedNET countries contributed in the 2015 publication on the Gender dimension of non-medical use of prescription drugs in Europe and the Mediterranean region (Cyprus, Egypt, France, Greece, Italy, Lebanon, Malta, Morocco and Tunisia).

The MedNET countries also took part in the seminar on drugs, women and violence held in Rome on 10 and 11 December 2015, which was based on the findings of a consultation of professionals who treat women who use drugs and suffer violence.

In 2016, still on the initiative of Italy, the Pompidou Group continued its work about the gender dimension in connection with violence, women and drugs, focusing on date-rape drugs. The MedNET countries were invited to take part in the activity.

On 26 and 27 June 2017, the Pompidou Group co-organised a seminar with the Italian Department for Anti-Drug Policies (Dipartimento politiche antidroga) on "Women and Drugs: from policy to good practice." This event took place, on the occasion of the International Day Against Drug Abuse and Illicit Trafficking.

The importance of appropriately mainstreaming gender in drug-related policies and programmes is recognized in the outcome document of the 2016 United Nations General Assembly Special Session on the world drug problem and in the CND 59/5 resolution on mainstreaming a gender perspective in drug related policies and programmes.

The seminar was opened by Ms Maria Elena Boschi, Undersecretary of State, Presidency of the Council of Ministers and Ms. Gabriella Battaini-Dragoni, Deputy Secretary General of the Council of Europe. Ms. Battaini-Dragoni stressed in a video address that "women who experience the coincidence of drug use and violence are among the most marginal voices in our societies" and that their interest and rights "are the most easily ignored".

Her statement was backed by the policy-makers, researchers and practitioners who presented good practices in women and drug addiction research, prevention, care and treatment and, drug related offences with the ultimate aim of integrating a gender dimension in drug policy. To this end, Italy, Spain and Sweden presented how the gender dimension is introduced into their national drug strategies.

The issue of women in prison was discussed for the first time in this seminar. It takes into account the increase of the global female population in prison by 50% in the last 15 years while the general prison population only increased by only 20% with drug related offences being the main cause of this increase.

This seminar was attended by 25 countries covering Europe, including former Pompidou Group Members such as the Netherlands and Spain along with neighbouring MedNET Mediterranean countries. Israel and Palestine* were also present. Mexico, which joined the Pompidou Group in 2017, participated for the first time in this Pompidou Group event hosted by Italy.

International governmental organizations, including the United Nations Organization on Drugs and Crime (UNODC), INCB (International Narcotics Control Board), UNICRI (United Nations Interregional Crime and Research Institute) and the European Monitoring Center on Drugs and Drug Addiction (EMCDDA), were also associated with this event and more than 100 participants were in attendance.

INCB report

The INCB (International Narcotics Control Board) 2016 report released on 2 March 2017 calls for drug policies that take women into account, as countries register disproportionate rise in overdoses among females. In its chapter one devoted to women and drugs, the report on the world drug situation refers for the first time to PG publications of 2015 on the Gender Dimension of Non-Medical Use of Prescription Drugs and 2016 on Improving the Management of Violence Experienced by Women who use psychoactive substances. The INCB calls for gender-sensitive drug policies and programmes, better health-care access for drug-dependent women and more funding to prevent and treat drug abuse women.

MedNET countries also participated in the working group on violence, women and rape drugs who met on 27 June in Rome.

6. MedNET and the Council of Europe's neighbourhood policy

The **Council of Europe's neighbourhood policy** was adopted by the Ministers for Foreign Affairs of the 47 member states in Istanbul on 11 May 2011. It is aimed at promoting dialogue and co-operation with countries and regions in the vicinity of Europe which request Council of Europe assistance, based on the common values of human rights, democracy and the rule of law.

Under this policy, the joint South Programme II funded by the EU and implemented by the Council of Europe, entitled "Towards strengthened democratic governance in the Southern Mediterranean", follows the South Programme I on "Strengthening democratic reform in the countries of the southern neighbourhood" (2012-2014). It covers the period 2015-2017 and allocates funding to the Pompidou Group for certain activities.

The South Programme was launched in 2012 as a joint strategic initiative between the European Union and the Council of Europe to support democratic reforms in the Southern Mediterranean and meet the needs of countries in the region.

This first joint programme between the Council of Europe and the EU in the Southern Mediterranean proved to be an effective tool for supporting and consolidating the reforms undertaken by partner countries in the region and for strengthening regional co-operation in the fields of human rights, the rule of law and democracy.

The overall objective of the South Programme II is to contribute towards reinforcing human rights, the rule of law and democracy in the Southern Mediterranean in accordance with European and other international standards, based on a demand-driven approach.

The Programme aims more specifically to:

- Support constitutional processes in Southern Mediterranean countries, the development of new legislation and the setting up and functioning of human rights institutions and democratic governance structures.
- Promote the creation and the consolidation of a common legal space between Europe and the Southern Mediterranean by raising awareness on key Council of Europe Conventions and other European and international standards, thus strengthening human rights, good governance and democratic values in the Southern Mediterranean region.
- Promote the exchange of best practices between Europe and countries of the Southern Mediterranean region and within the region with a view to supporting and

consolidating on-going democratic reform processes, in particular through the creation of formal and informal networks.

Under the South Programme I (2012-2014), MedNET received funding of €161.939, representing 4 % of the South Programme budget I (€4.048.660).

Under the South Programme II (2015-2017), MedNET is receiving funding of € 268 319, representing 4 % of the South Programme II budget. (€6.886 828).

Under the Neighbourhood policy, action plan for Morocco and Tunisia, MedNET is receiving a funding of €106 950, representing 4.13 % of the Neighbourhood policy budget (€2.591.656).

The South Programme II is currently being evaluated by the European Commission.

The Final Regional Steering Committee Meeting of the South Programme II took place on 16 October 2017 in Brussels.

7. MedNET and other international organisations

7.1 Co-operation with EMCDDA

MedNET has co-operated with the EMCDDA since the MedNET high-level conference in 2009. Since then, the EMCDDA has taken part in all MedNET activities involving the establishment of national monitoring/resource centres on drugs and drug addiction and participates as an observer in MedNET's twice-yearly meetings.

TDI (Treatment Demand Indicator) protocol is now available in Arabic

Following a round table in Egypt in September 2015, the EMCDDA representative proposed to translate the joint TDI EMCDDA/PG Protocol in Arabic. This document, one of the most important Treatment Demand Indicator was made available in Arabic in 2017.

The General Secretariat of Mental Health and Addiction Treatment (GSMHAT) contributed to the final document in revising the translation.

<http://www.emcdda.europa.eu/publications/manuals/tdi-protocol-3.0>

7.2. Co-operation with the European Commission through the Council of Europe

7.2.1 Co-operation under the South II programme: Council of Europe/European Commission co-operation

Under the Council of Europe's neighbourhood policy, the joint South Programme II funded by the EU and implemented by the Council of Europe, entitled "Towards strengthened democratic governance in the Southern Mediterranean", follows the South Programme I on "Strengthening democratic reform in the countries of the southern neighbourhood" (2012-2014). It covers the period 2015-2017 and allocates funding to the Pompidou Group for certain activities.

7.2.2 Co-operation with the European Commission through the Pompidou Group

Since 2015, the European Commission's anti-drug unit (Home – D4) has participated as an observer in MedNET's twice-yearly meetings.

7.3 Participation in the Listen First campaign, Listen First – Listening to children and youth is the first step to help them grow healthy and safe

Some MedNET countries (**Algeria, Cyprus, Egypt, France, Greece, Italy, Portugal**) are taking part in the Listen First campaign <http://www.unodc.org/listenfirst/>.

UNODC chose this campaign as the theme of the UN's International Day against Drug Abuse on 26 June. It is a science-based drug prevention campaign, whose slogan, #ListenFirst, raises awareness around listening to children and youth as the first step to help them grow healthy and safe. The campaign targets parents, teachers, policy makers and health workers as well as the wider public.

The international campaign using the hashtag #ListenFirst is a joint effort between the United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC), the World Health Organisation, the French Inter-ministerial Task Force to Combat Drugs and Addictive Behaviour (MILDECA) and the Ministry of Health and Social Affairs of Sweden.

Over 40 countries have already signed up.

8. The role of the MedNET Secretariat in administration and co-ordination of the Network

In 2017, The MedNET team was made up of four staff members. However, it is worth noting that the total working time is the equivalent of **one and a half person working full time**.

Two permanent staff agents:

- The Head of Unit who devoted 70% of time to MedNET.
- An assistant, who devoted 30% of time to MedNET

Two temporary staff members:

- A project officer, who devoted 30% to MedNET
- An assistant, who devoted 30 % to MedNET

The team ensured the smooth functioning of the network and the implementation of the work program, ensuring synergy with the other activities of the Pompidou Group and the other entities of the Council of Europe.

In 2017, the MedNET team (one and a half person working full time), managed a budget of **844 686€**, covering the period from 2016-2018. The team performed the following tasks:

- Co-ordination with the 15 MedNET correspondents, the different experts appointed to MedNET activities and the observers;
- Management of MedNET budget consisting of voluntary contributions and other sources of funding, in particular from the Council of Europe and the EU;
- Preparation of an annual activity report including the financial report;
- Implementation of the work program, revision of the work program in accordance with political developments; and other unpredictable hazards;

- Participation at the meetings of the Permanent Correspondents and the Bureau of the Pompidou Group and reporting on MedNET activities;
- Fundraising from regular MedNET donors and also from other potential donors;
- Preparation of reports and participation in South II Programme meetings;
- Cooperation with other international organizations, in particular with EMCDDA, an agency of the EU;
- The development of a MedNET communication policy with the regular updating of the MedNET page on the Pompidou Group website, the publication of articles for each MedNET seminar, communication on social networks, and the publication of four *newsletters* during 2017;
- Publication of country project reports from the MedNET network and of the documents related to the MedSPAD regional committee.

9. MedNET Summary of Expenditure

This report serves as a single reference document for all contributors. Only those countries which have made a specific contribution to one or more activities of the network receive a specific report on those activities.

The MedNET budget has a multi-source funding:

- Voluntary contributions;
- South Programme I and II: Joint EU-CoE Programme – Funded by the European Union , Implemented by the Council of Europe;
- Direct payment of activities by countries;
- Neighbourhood Policy Programme within the Council of Europe Action Plan for Morocco and Tunisia (2016-2017).

Voluntary Contributions

Contribution by Italy 2017 (Gender in MedNET)	120 000
Contribution by Italy 2017 (Gambling in MedNET)	30 000
Contribution by France 2017	140 000
Total Budget balance for MedNET (05/10/2017)	290 000

South Programme I & II funding (2012-2017)

South Programme I (2012-2014)	161 939
South Programme II (2015-2017)	268 319
Total PS I & II	430 258

Neighbourhood Policy Programme within the Council of Europe Action Plan for Morocco and Tunisia

Action Plan 2016-2017 : operational activities	81 150
Action Plan 2016-2017 : human resources	25 800
Total	106 950

Total amount of budget allocated to MedNET (2006-2017)

Voluntary Contributions	2 527 658
South Programme I	161 939
South Programme II	268 319
Neighbourhood Policy Programme	106 950
Total	3 064 866

Voluntary Contributions by country received since 2006*

	Cyprus	Spain	France	Italy	Netherlands	Portugal	Total
2006			20 000			10 000	30 000
2007		100 000	100 000	50 000	30 000	5 000	285 000
2008			200 000			5 000	205 000
2009			200 000	50 000		5 000	255 000
2010	5 000		200 000	62 579			267 579
2011	5 000		140 000	22 500			167 500
2012			140 000	117 579			257 579
2013			140 000	80 000			220 000
2014			140 000	40 000			180 000
2015			150 000	40 000			190 000
2016			150 000	60 000			210 000
2017			140 000	120 000			260 000
Total	10 000	100 000	1 720 000	642 658	30 000	25 000	2 527 658

Direct payment of activities by countries**

	Portugal	
2015	Lisbon Addiction: registration fees for 8 participants	3 200
2017	Lisbon Addiction: registration fees for 16 participants	6 400
Total		9 600

* The voluntary contributions received from Member States are subject to administrative fees (levy) taken directly by the Administration (since 2014 this levy represents 7% of the amount received).

** In some MedNET activities, the host countries give a partial financial contribution for the event.

Budget used within 2006-2017 from all sources

On voluntary Contributions	
Total budget 2006	42 574
Total budget 2007	97 347
Total budget 2008	105 420
Total budget 2009	260 427
Total budget 2010	450 682
Total budget 2011	206 922
Total budget 2012	151 964
Total budget 2013	219 792
Total budget 2014	255 592
Total budget 2015	186 796
Total budget 2016	309 734
Total budget 2017	119 412
Portugal direct payment of Lisbon Addiction registration fees in 2015 & 2017	9 600
Total expenditure from 2006-2017 on MedNET account	2 416 262
On South Programme I & II	
Total expenses SP I (2012-2014)	161 939
Total expenses SP II (2015-2017)	298 990
Total expenses SP I & II	460 929
On Neighbourhood Policy Programme	
Total expenditures 2016-2017	106 950
Budget administrated and coordinated in 2017 for the period 2016-2018	844 686
Budget administrated and coordinated from 2006-2017	3 064 866

10. Communication policy

The MedNET Secretariat is responsible for MedNET's communication policy. Developments here in 2017 included the following:

The MedNET page on the Pompidou Group website was updated.

News items on MedNET events were published on the Pompidou Group site and the social media.

MedNET bi-monthly Newsletter

Annexe I / Appendix I**Programme d'activités de MedNET mis en œuvre en 2017****Sources de financement :****Contributions volontaires 2006-2017 :***MedNET : Contributions volontaires 2016-2017**Programme Sud II (2015-2017)**2016-2017 Politique de voisinage – Plan d'action pour le Maroc et la Tunisie**TAIEX pour une activité à Chypre en 2017***Coordination et mise en œuvre du programme de travail :***Secrétariat MedNET du Groupe Pompidou***1. Activités par pays*****Algérie : Office national de lutte contre la drogue et les toxicomanies (ONLCDT)***

Financement MedNET/ONLCDT	Mise en œuvre
Séminaire sur les femmes et les drogues en Algérie	Alger, 8 mars 2017
Atelier de formation TSO	Alger, 11-12 avril 2017
Atelier sur les outils de prévention	Alger, 23-25 mai 2017
Analyse des résultats de l'enquête MedSPAD	Paris, 9 octobre 2017

Chypre Conseil chypriote de lutte antidrogue

Financement MedNET/Financement TAIEX	Mise en œuvre
Visite d'étude d'une délégation égyptienne concernant les normes européennes de qualité en matière de prévention des drogues	Chypre, 11-15 septembre 2017

Égypte : Secrétariat général de la santé mentale/Ministère de la Santé

Financement MedNET	Mise en œuvre
Mise en place et développement de l'Observatoire national des drogues	Rapport final, novembre 2017
Mise en place de services de traitement pour les adolescents	Rapport final, novembre 2017
Mise en place de services spécialisés pour les femmes enceintes consommatrices de drogues	Rapport final, décembre 2017
Mise en place de services de traitement des addictions pour les patients séropositifs	Rapport final, novembre 2017
Accréditation, formation et certification de conseillers en toxicomanie	Rapport final, août 2017

Financement MedNET	Mise en œuvre
Enquête nationale MedSPAD	Rapport final, novembre 2017

Liban : SKOUN - Centre libanais des addictions

Financement MedNET	Mise en œuvre
Stratégie drogues	Au cours de l'année 2017
Création d'un observatoire national des drogues	Au cours de l'année 2017

Maroc : Centre national des drogues, Observatoire national des drogues

Financement au titre du Programme Sud	Mise en œuvre
Formations en addictologie	
Casablanca (septembre 2016-juin 2017) 15 étudiants	Achevée
Rabat (septembre 2016-juin 2017) 15 étudiants	Achevée
Financement MedNET	
Soutien au fonctionnement de l'Observatoire marocain des drogues et des addictions, deuxième rapport national	En cours
2016-2017 Financement du ministère norvégien des Affaires étrangères pour le Maroc et la Tunisie	
MedSPAD III	Rapport final avec le Ministère de la Santé
Manuel de prévention	À achever pour décembre 2017
Contribution volontaire de l'Italie aux travaux du Groupe Pompidou sur l'addiction aux jeux	
Atelier sur le jeu pathologique, Rabat, 6-7 décembre	En cours

Tunisie : Ministère de la Santé publique

Financement au titre du Programme Sud	Mise en œuvre
Formation universitaire diplômante en addictologie, novembre 2016-juin 2017	Achevée
Financement MedNET	
- Atelier sur les « thérapies cognitivo-comportementales dans l'addiction au cannabis », 1-9 avril 2017	Achevée
Atelier sur la « réduction des risques », 26-27 avril 2017	Achevée

Journée sur le genre, la violence et les addictions, 26 juin 2017	Achevée
2016-2017 Financement du ministère norvégien des Affaires étrangères pour le Maroc et la Tunisie	
Séminaire « Addiction et choix politiques », 23 septembre	Achevée
Premier congrès national sur l'addictologie, 14-15 décembre	En cours
MedSPAD II	En cours

2. Activités régionales

Comité MedSPAD

Financement au titre du Programme Sud	Mise en œuvre
7 ^e réunion du Comité MedSPAD, Paris, 7 février 2017	Achevée
8 ^e réunion du Comité MedSPAD, Lisbonne, 23 octobre 2017	Achevée
Table ronde MedSPAD, 24 octobre, en marge de la Conférence de Lisbonne sur les addictions	Achevée
Participation de délégués MedSPAD à la Conférence de Lisbonne sur les addictions	Achevée
2 ^e me rapport régional du Comité MedSPAD "Prevalence on alcohol, tobacco and drug use among adolescents in the Mediterranean region"	Achevée

3. Participation aux activités du Groupe Pompidou

Application des lois

Un participant par pays invité (Algérie, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Tunisie)

	Mise en œuvre
Séminaire du Groupe Aéroport du Groupe Pompidou, Strasbourg, 6-8 juin 2017 (Algérie, Jordanie, Tunisie)	Achevée
Réunion Aviation générale, Madrid, 26-28 avril 2017 (Algérie, Jordanie, Maroc, Tunisie)	Achevée
Réseau Précurseurs, Groupe Pompidou, Strasbourg, 23-24 novembre 2017	En cours

Autres activités

Executive Training : Alicante, 30 mai – 2 juin 2017 (avec la participation du Maroc)	Achevée
12ème réunion EXASS Net « Les réfugiés et les drogues : estimation des besoins, pratiques en matière de soutien, prévention des risques », Athènes, 30 octobre – 1 ^{er} novembre 2017	Achevée

4. 21^e réunion MedNET, Paris, 9 mai 2017

MedNET (14 pays MedNET représentés)	Achevée
-------------------------------------	---------

5. 22^e réunion MedNET, Rome, 16 novembre 2017

MedNET (15 pays MedNET représentés)	En cours
-------------------------------------	----------

MedNET 2017 implemented programme of activities

Funding sources:

Voluntary contributions 2006-2017:

MedNET: Voluntary contributions 2016-2017

South Programme II (2015-2017)

2016-2017 Neighbourhood Policy Action Plan for Morocco and Tunisia

TAIEX for one activity in Cyprus in 2017

Co-ordination and implementation of work programme:

MedNET Secretariat of the Pompidou Group

1. Country-specific activities

Algeria: National Office against Drugs and Drug Addiction (ONLCDT)

MedNET funding/National Office against Drugs and Drug Addiction	Implementation
Seminar on women and drugs in Algeria	Algiers, 8 March 2017
OST training workshop	Algiers, 11-12 April 2017
Workshop on prevention tools	Algiers, 23-25 Mai 2017
MedSPAD survey results analysis	Paris, 9 October 2017

Cyprus: Cyprus Antidrug Council

MedNET funding/TAIEX funding	Implementation
Study visit by an Egyptian delegation on European Drug Prevention Quality Standards	Cyprus, 11-15 September 2017

Egypt: General Secretariat of Mental Health/Ministry of Health

MedNET funding	Implementation
Development/extension of National Drugs Observatory	Final report, November 2017
Development of services for treatment of teenagers	Final report, November 2017
Development of specialised services for pregnant women who use drugs	Final report, December 2017
Development of addiction services for HIV positive patients	Final report, November 2017:
Accreditation, training and certification of addiction counsellors	Final report, August 2017
MedSPAD national survey	Final report, November 2017

Lebanon: SKOUN Lebanese Addiction Centre

MedNET funding	Implementation
Drug Strategy	During the course of 2017
Setting up of a national drugs observatory	During the course of 2017

Morocco: National Centre on Drugs, National Observatory on Drugs

South Programme funding	Implementation
Addictology courses	
Casablanca (September 2016-June 2017) 15 students	Achieved
Rabat (September 2016-June 2017) 15 students	Achieved
MedNET funding	
Support for the functioning of the Moroccan Observatory on Drugs and Drug addiction, 2 nd National Report	In progress
2016-2017 MFA Norway for Morocco and Tunisia	
MedSPAD III	Final report with Ministry of Health
Prevention Manuel	to be achieved in December 2017
Voluntary Contribution from Italy for Gambling within PG	
Workshop on pathological game, 6-7 December 2017	In progress

Tunisia: Ministry of Public Health

South Programme funding	Implementation
University diploma course in addictology, November 2016-June 2017	Achieved
MedNET funding	
Workshop, "cognitive behavioural therapies in cannabis addiction", was held from 1 to 9 April 2017 -	Achieved
Workshop, "Risk reduction", was held on 26 and 27 April 2017	Achieved
Day on Gender, Violence and Addiction 26 June 2017	Achieved
2016-2017 MFA Norway for Morocco and Tunisia funding	
Seminar "Addiction and Political Choice", 23 rd September	Achieved

First National Congress on addictology, 14-15 December	In progress
MedSPAD II	In progress

2. Regional activities

MedSPAD Committee

South Programme funding	Implementation
7 th MedSPAD Committee meeting, Paris, 7 February 2017	Achieved
8 th MedSPAD Committee meeting, Lisbon, 23 October 2017	Achieved
MedSPAD round table on 24 October at Lisbon Addiction	Achieved
Participation of MedSPAD participants in Lisbon Addiction	Achieved
2 nd regional MedSPAD report "Prevalence on alcohol, tobacco and drug use among adolescents in the Mediterranean region"	Achieved

3. Participation in Pompidou Group activities

Law enforcement activities

One participant per country invited (Algeria, Egypt, Jordan, Lebanon, Morocco, Tunisia)

	Implementation
PG Airports seminar, Strasbourg, 6-8 June 2017 (Algeria, Jordan, Tunisia)	Achieved
General Aviation meeting, Madrid, 26-28 April 2017 (Algeria, Jordan, Morocco, Tunisia)	Achieved
PG Precursors network, Strasbourg, 23-24 November 2017	In progress

Other activities

Executive Training : Alicante, 30 May - 2 June 2017 (Morocco)	Achieved
12th EXASS Net meeting on Refugees and Drugs: Estimating needs, support practices, preventing risks, Athens, 30 October - 1 November 2017	Achieved

4. 21st MedNET meeting, Paris, 9 May 2017

MedNET (14 MedNET States represented)	Achieved
---------------------------------------	----------

5. 22nd Mednet meeting, Rome, 16 November 2017

MedNET (15 MedNET States represented)	In progress
---------------------------------------	-------------

Annexe II / Appendix II**Liste des documents / List of documents**

Reference	Title
P-PG/Med(2017) 1	Présentation du séminaire de sensibilisation sur « les femmes usagères de drogues », Algérie <i>Presentation of the seminar on raising awareness for "women who use drugs", Algeria</i>
P-PG/Med(2017) 2	Résultats de l'enquête scolaire MedSPAD en Algérie, Automne 2016 <i>Results of the MedSPAD survey , Algeria, Autumn 2016</i>
P-PG/Med (2017) 3	Présentation du séminaire sur l'appui aux personnels travaillant sur le traitement de substitution, Alger, 11 et 12 avril 2017 <i>Presentation of the Seminar on support for staff working on substitution treatment, Algiers, 11 – 12 April 2017</i>
P-PG/Med (2017) 4	Rapport de la 7 ^{ème} réunion du Comité MedSPAD <i>MedSPAD Committee 7th Meeting, Report</i>
P-PG/Med (2017) 5	Ordre du jour du séminaire 'Femmes et Drogues', Alger 8 mars 2017 <i>Agenda of the Seminar on 'Women and Drugs', Algiers, 8 March 2017</i>
P-PG/Med (2017) 6	Rapport de réunion : 'Séminaire femmes et drogues', Alger, 8 mars 2017 <i>Report of the seminar 'Women and Drugs' Algiers, 8 mars 2017</i>
P-PG/Med (2017) 7	Rapport de la visite de la délégation égyptienne en Espagne <i>Report by the Egyptian delegation in Madrid</i>
P-PG/Med (2017) 8	Mise en œuvre programme de travail au premier semestre 2017 <i>Implementation of the 2017 work programme</i>
P-PG/Med (2017) 9	Etats des dépenses au 5 mai 2017 <i>State of expenditure at 5 May 2017</i>
P-PG/Med (2017) 10	Rapport de la 21 ^e réunion de MedNET <i>Report of the 21st MedNET Meeting</i>
P-PG/Med (2017) 11	Développement de l'accréditation de formation rapport final phase 2 <i>Development of training accreditation final report phase 2</i>
P-PG/Med (2017) 12	Proposition pour "Formation et renforcement des capacités des infirmières dans les services dédiés aux toxicomanes", Par le Secrétariat général de la santé mentale et traitement de la toxicomanie, Egypte <i>Proposal for "Training and Capacity Building of Addiction Nurses" By The General Secretariat of Mental Health & Addiction Treatment, Egypt</i>
P-PG/Med (2017) 13	Rapport d'activité 2017 <i>2017 Activity report</i>
P-PG/Med (2017) 14	Formulaire d'identification des besoins en activités / actions pour 2018
P-PG/Med (2017) 15	2 ^e rapport régional MedSPAD <i>2nd Regional report MedSPAD</i>
P-PG/Med (2017) 16	Enquête MedSPAD Egypte – Rapport <i>MedSPAD Survey Egypt - Report</i>

Reference	Title
P-PG/Med (2017) 17	Needs for Palestine in terms of activities in 2018
P-PG/Med (2017) 18	Needs for MedSPAD Committee in 2018
P-PG/Med (2017) 19	Proposal of activities in 2018 by Cyprus
P-PG/Med (2017) 20	Needs for Lebanon in terms of activities in 2018
P-PG/Med (2017) 21	MedSPAD Structured Session 14 – Lisbon Addictions 2017 Conférence Lisbonne Addictions 2017 – MedSPAD Session structurée 14
P-PG/Med (2017) 22	MedSPAD Session structurée 14 – Résumé pour le Symposium <i>MedSPAD Structured Session 14 – Abstract for Symposium</i>
P-PG/Med (2017) 23	Presentation of MedNET budget for 2018
P-PG/Med (2017) 24	MedNET Consensus paper Document de consensus MedNET
P-PG/Med (2017) 25	MedSPAD Structured Session 14 – Florence Mabileau presentation for Symposium for Lisbon addiction
P-PG/Med (2017) 26	Besoins en termes d'activités en Algérie pour 2018
P-PG/Med (2017) 27	Rapport réunion MedSPAD Algérie, Paris 9 octobre 2017
P-PG/Med (2017) 28	Needs for Greece in terms of activities in 2018
P-PG/Med (2017) 29	Proposition d'activités en 2018 par la Tunisie
P-PG/Med (2017) 30	Besoins en termes d'activités au Maroc pour 2018
P-PG/Med (2017) 31	Proposal of activities in 2018 by Italy
P-PG/Med (2017) 32	Proposal of activities in 2018 by Egypt

Annexe III / Appendix III

Correspondants du réseau MedNET Correspondents of MedNET Network

ALGERIE / ALGERIA

M. Mohamed Benhalla
Directeur Général
Office National de Lutte contre la Drogue et la
Toxicomanie
6, avenue de l'Indépendance
DZ-16000 Alger

Email : secretariat.onlcdt@gmail.com

CHYPRE / CYPRUS

Ms Leda Christodoulou
Deputy Head
Policy Department
Cyprus Antidrug Council
130 Lemesos Avenue
City Home 81
2015 Strovolos Nicosia

Email: l.christodoulou@ask.org.cy

CROATIE / CROATIA

Ms Lidija Vugrinec
Advisor to the Government and
the Government's Office
Office for Combating Drugs Abuse
of the Government of the Republic of Croatia
Preobraženska 4/II
10000 Zagreb

Email: lidija.vugrinec@uredzadroge.hr

EGYPTE / EGYPT

Prof. Hisham Ramy until 31 October 2017
Prof. Menan Abd-El-Maksoud Rabie

Secretary General of Mental Health and
Addiction Treatment
Ministry of Health and Population
Professor of Psychiatry at Ain Shams University
Cairo

Email: hisham.ramy67@gmail.com
Email : menan74@yahoo.com
Email: extaffairs@mentalhealthegypt.com

FRANCE

M. Nicolas Prisse
Président
Et

Mme Laura d'Arrigo
Conseillère Diplomatique

Mission Interministérielle de Lutte contre les Drogues Et
les Conduites Addictives (MILDECA)
Service du Premier Ministre
35 rue Saint Dominique
F-75007 Paris

Email : nicolas.prisse@pm.gouv.fr
Email : laura.d-arrigo@pm.gouv.fr

GRECE / GREECE

Mr Gerasimos Papanastasatos
Head of Research Department and
Senior Advisor on Drug Policy to National
Drug Coordinator
Therapy Center for Dependent Individuals (KETHEA)
Sorvolou 24
11636 Athens

Email: gpapanastasatos@kethea.gr
Email2 : gpapanastasatos@gmail.com

ITALIE / ITALY

Dr Elisabetta Simeoni
Head of National Observatory & International Relations
Presidency of the Council of Ministers
Department for Anti-Drug Policies
Via della Ferratella, 51
00184 Rome

Email: e.simeoni@palazzochigi.it

JORDANIE / JORDAN

Lt. Colonel Mohammad Ali Al Rawashdeh
Anti-Narcotics Department
Head of International Affairs Section
Amman

Email: intl.affairs@psd.gov.jo

LIBAN / LEBANON

Prof. Ramzi Haddad
Head of Department of Psychiatry – Lebanese
University
Co-founder of Skoun, Lebanese Addiction Centre
P97 Monot Street
Nakhle Building
20272101 Achrafieh
Beirut

Email: ramzi.hadd@gmail.com

MALTE / MALTA

Prof. Richard Muscat
Chairperson
National Addiction Advisory Body
Ministry for the Family and Social Solidarity
Palazzo Ferreria
Republic Street
Valletta

Email: richard.muscat@um.edu.mt

MAROC / MOROCCO

Prof. Jallal Toufiq
 Professor of Psychiatry; Rabat Faculty of Medicine
 Member of the International Narcotics Control Board / Vienna
 Director of the Ar-razi University Psychiatric Hospital & the National Center on Drug Abuse Prevention, Treatment and Research
 Director of the National Observatory on Drugs and Addictions
 Hôpital Ar-razi, Rue Bnou Rochd
 11005 Salé

Email: jtoufiq@yahoo.fr

PORTUGAL

Mme Maria de Fatima Trigueiros
 Advisor to the National Coordinator on Drugs, Drug Addiction and the Harmful Use of Alcohol
 General-Directorate for Intervention on Addictive Behaviours and Dependencies
 Edifício SICAD
 Parque de Saúde Pulido Valente
 Alameda das Linhas de Torres, n° 117
 1750 -147 Lisbon

Email: fatima.trigueiros@sicad.min-saude.pt

TUNISIE / TUNISIA

Prof. Nabil Ben Salah
 Directeur Général
 Centre anti-poison et d'assistance médicale urgente
 50, rue Aboulkacem Chebbi
 1089 Montfleury – Tunis

Email: nabil.bensalah1952@gmail.com

TURQUIE / TURKEY

Ms Yasemin Esen, Phd
 Republic of Turkey Ministry of Family and Social Policies
 Directorate General of Family and Community Services
 T.C. Aile ve Sosyal Politikalar Bakanlığı
 Eskişehir Yolu Söğütözü Mahallesi 2177.Sokak N° 10/A
 Çankaya / Ankara

Email : esenyasemin@gmail.com

PALESTINE*

Ms Maria Yousef Al-Aqra'
 Minister's Advisor for International Affairs
 Director of International Cooperation
 And

*Cette dénomination ne saurait être interprétée comme une reconnaissance d'un État de Palestine et elle ne préjuge en rien de la position de chaque État membre du Conseil de l'Europe sur cette question.

*This designation shall not be construed as recognition of a State of Palestine and is without prejudice to the individual positions of the Council of Europe member states on this issue.

Mr Rezeq M.H. Othman
Director
Dangerous Drugs Department

Ministry of Health
Nablus

Email: alagra@yahoo.com
Email: rezeqo@yahoo.com

OEDT / EMCDDA

Ms Cécile Martel
Head of sector - International Cooperation
Coordinator external partners
Praça Europa 1, Cais do Sodré
1249-289 Lisbon - Portugal

Email : cecile.martel@emcdda.europa.eu

CONSEIL DE L'EUROPE / COUNCIL OF EUROPE

**Direction générale Droits de l'Homme et Etat de
Droit**
Directorate General Human Rights and Rule of Law /
F-67075 Strasbourg Cedex

Groupe Pompidou / Pompidou Group
Secrétariat MedNET / MedNET Secretariat

Ms Florence Mabileau
Chef de l'Unité Recherche Genre et Coopération
méditerranéenne
Head of Unit Research Gender and Mediterranean
Cooperation

Email : florence.mabileau@coe.int

Ms Ourania Botsi, Ms Florence Mansons,
Ms Stéphanie Walter
Assistentes / Assistants

Email : ourania.botsi@coe.int
Email : florence.mansons@coe.int
Email : stephanie.walter@coe.int

Website:

[http://www.coe.int/t/dg3/pompidou/activities/mednet_FR.
asp?](http://www.coe.int/t/dg3/pompidou/activities/mednet_FR.asp?)

The **Pompidou Group** – or Co-operation Group to Combat Drug Abuse and Illicit Trafficking in Drugs – is the Council of Europe's drug policy cooperation platform. It is a Council of Europe enlarged partial agreement, open to voluntary membership of Council of Europe member states as well as other countries. It has 39 member states including three from outside Europe: Morocco, Israel and Mexico.

MedNET is the Pompidou Group's Co-operation Network in the Mediterranean Region on Drugs and Drug Addiction consisting of 15 countries from both the northern and southern rim of the Mediterranean.

The MedNET activity report has been produced each year by the MedNET Secretariat within Pompidou Group since the official creation of the MedNET in 2006.

XX

Le **Groupe Pompidou** – ou Groupe de Coopération en matière de lutte contre l'abus et le trafic illicite de stupéfiants – est la plate-forme de coopération en matière de politiques drogues du Conseil de l'Europe. C'est un accord partiel élargi, ouvert à l'adhésion volontaire des Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi qu'à d'autres pays. Il a 39 Etats membres incluant trois pays non européens: le Maroc, Israël et le Mexique.

MedNET est le réseau du Groupe Pompidou sur la coopération en région méditerranée sur les drogues et les addictions composé de 15 pays de la rive nord et de la rive sud de la Méditerranée.

Le rapport d'activités MedNET est produit chaque année par le Secrétariat MedNET au sein du Groupe Pompidou depuis la création officielle de ce réseau en 2006.